

Emploi public et fonction publique	1
Agents de la fonction publique : principales caractéristiques	2
Voies de recrutement externe	3
Parcours professionnels	4
Retraite	5
Dépenses de personnel et rémunérations	6
Formation	7
Temps et conditions de travail	8
Relations professionnelles	9
Politique sociale	10



## Emploi public et fonction publique

1

Effectifs et principales caractéristiques  
de l'emploi public **1.1**

Fonction publique **1.2**

Fonction publique de l'État **1.3**

Fonction publique de l'État : périmètres  
de décompte des effectifs dans les ministères  
et emplois en loi de finances **1.4**

Fonction publique territoriale **1.5**

Fonction publique hospitalière **1.6**



## Définitions et méthodes

Dans une acception juridique, un agent de la fonction publique travaille dans un organisme public à caractère administratif dans lequel le recrutement se fait sur la base du droit public. C'est ainsi qu'ont été décomptés les 5,4 millions d'agents qui travaillent dans l'un des trois versants de la fonction publique fin 2013.

Les effectifs de la fonction publique étudiés dans ce rapport comprennent les individus présents au 31 décembre, en emploi principal, de métropole et des départements d'Outre-mer (hors Mayotte), **hors des collectivités d'Outre-mer et de l'étranger**, et hors bénéficiaires de contrats aidés.

Les ministères et les établissements publics administratifs (Épa) nationaux constituent la fonction publique de l'État. Les collectivités territoriales stricto sensu (régions, départements, communes) et les Épa locaux forment la fonction publique territoriale. Enfin, les hôpitaux publics y compris les syndicats inter-hospitaliers, intégrés dans le champ de la fonction publique hospitalière depuis 2009 (voir décompte des emplois et évolution des salaires dans les trois versants de la fonction publique), les établissements d'hébergement pour personnes âgées à budget autonome et médico-sociaux, qui sont des établissements publics sous la tutelle des collectivités territoriales, et les établissements publics locaux sociaux, constituent la fonction publique hospitalière. Néanmoins, certaines missions de service public sont assurées en dehors de la fonction publique.

Les résultats présentés dans ces fiches thématiques sont issus exclusivement du Système d'information sur les agents des services publics (SIASP), produit par l'Insee en collaboration avec la DGAFP, la DGCL et la Drees à partir de 2009. Pour ce qui concerne les séries longues, ces données sont combinées avec d'autres sources d'information utilisées antérieurement, notamment le fichier général de l'État de l'Insee, historiquement utilisé pour la fonction publique de l'État.

Les résultats antérieurs à 2009 relatifs à la fonction publique de l'État ont été établis à partir du fichier général de l'État de l'Insee (issu des fichiers de paie des agents de l'État complétés par les déclarations annuelles des données sociales - DADS\*), tout particulièrement pour les établissements publics : sont définis comme agents des établissements publics nationaux les agents

rémunérés sur le budget propre de ces établissements. Ceux relatifs à la fonction publique territoriale ont été établis à partir des déclarations annuelles de données sociales (DADS) exploitées par l'Insee et de l'enquête – supprimée en 2009 – sur les effectifs des collectivités territoriales (Colter) de l'Insee. Enfin, les résultats relatifs à la fonction publique hospitalière ont été établis à partir de l'enquête SAE (Statistique annuelle sur les établissements de santé) de la Drees, complétée par l'enquête SPE (Statistique du personnel non médical des établissements publics de santé) de la DGOS, et par les déclarations annuelles de données sociales (DADS) exploitées par l'Insee.

Les adjoints de sécurité « classiques » de la Police nationale (8 000 fin 2012 sur le territoire national), qui figuraient anciennement parmi les bénéficiaires d'emplois aidés, sont comptabilisés dans les séries d'effectifs de non-titulaires de la FPE depuis 2002, année où le dispositif « adjoints de sécurité » a été clairement dissocié du dispositif « emplois jeunes ». Cette analyse intègre également depuis 2006 les volontaires militaires (14 300 agents fin 2012 sur le territoire national).

La deuxième vague de **décentralisation**, mise en place dans le cadre de la loi de 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, est l'un des phénomènes qui explique la hausse des effectifs dans la FPT entre 2006 et 2011. Les transferts d'agents TOS des ministères de l'enseignement (voir définitions) et d'agents du ministère de l'Écologie, du Développement durable, des transports et du logement, amorcés en 2006, se sont amplifiés en 2007 et 2008 et ralentissent depuis 2009.

Avant 2006, le fichier de paie permettait de distinguer, parmi les agents des ministères, ceux travaillant en **administration centrale** et ceux travaillant en **service déconcentré**, en se fondant sur l'existence de la nomenclature par services établie à partir de l'imputation budgétaire de la rémunération des agents au format « Ordonnance de 1959 ». Le changement de nomenclature budgétaire résultant de la mise en place de la LOLF à partir de 2006 n'avait pas permis de maintenir l'information sur le service dans le FGE.

En 2008, une méthode d'identification a été mise au point par le service statistique de la DGAFP à partir essentiellement de la catégorie juridique de l'employeur

(\*) De nouvelles informations permettant de mieux caractériser les agents de la fonction publique ont été introduites dans les DADS (norme « DADS-U ») à partir de l'année 2006 : portant en particulier sur le statut et l'activité des agents, elles permettent de mieux caractériser les emplois principaux ou secondaires et ainsi d'améliorer la qualité des résultats.

## 1 Définitions et méthodes

et du programme Lolf de rattachement. Elle a ensuite été améliorée notamment pour suivre les effectifs concernés par la réforme de l'administration territoriale (RéATE) et tient compte de l'immatriculation des employeurs publics au répertoire Sirene (Siren/Siret) dont la qualité n'est pas encore homogène dans le secteur public. Les effectifs de l'État sont répartis selon cinq modalités : administration centrale (AC), service déconcentré (SD), service à compétence nationale (SCN), établissement public local d'enseignement (EPLÉ), et établissement public administratif (Épa). Cette méthodologie a été adaptée en 2012 aux données issues du Système d'information sur les agents des services publics (SIASP), désormais utilisé par la DGAFP pour couvrir l'emploi de manière

homogène dans les trois versants de la fonction publique. Elle repose notamment sur la catégorie juridique du lieu de travail des agents des ministères civils (Hors Défense) et accessoirement sur les libellés des grades des agents quand ils sont suffisamment explicites.

### **Disponibilité des données**




L'ensemble des figures présentées dans les fiches thématiques sont reproduites au format Excel sur le site internet : <http://www.fonction-publique.gouv.fr>, rubrique Statistiques / Rapports annuels, ainsi que, pour les figures marquées du signe  dans la rubrique Séries longues, pour disposer de résultats avec la plus grande profondeur historique possible.

Figure 1.1-1 : La fonction publique dans l'économie nationale : classement des employeurs (situation au 31 décembre 2013)

Ligne	Statut juridique de l'employeur			Statut de recrutement de droit commun de l'agent		
	Intitulé	Code catégorie juridique Sirene	Comptes nationaux	Colonne		
				1 Droit public	2 Droit public particulier / privé à statut	3 Droit privé
1	Administration de l'État	71 hors 7111 et 7112	APU (non marchand)	Ministères dont enseignants et documentalistes des établissements privés sous contrat		
		7111		Autorités constitutionnelles		
		7112		Autorités administratives indépendantes		
2	Collectivités	72		Régions, départements, communes		
3	Établissements publics administratifs	73		Épa nationaux : Pôle emploi, Crous, CNRS, INRA, Inserm, France Agrimer <sup>(1)</sup> etc., EPLE, Épa des collectivités territoriales, hôpitaux publics, étab. médico-sociaux	Organismes consulaires, associations syndicales autorisées, associations foncières urbaines ou de remembrement	Caisses nationales du régime général de Sécurité sociale
			hors APU (marchand)	OPH, Caisses de crédit municip., maisons de retraite publiques, divers Épa locaux marchands, Institut jeunes aveugles/sourds, Hôpital Quinze-Vingts, Caisse des dépôts et consignations <sup>(2)</sup>		
4	Organismes publics administratifs	74	APU (non marchand)		GIP non marchands, groupements de coopération sanitaire, agences dép. d'insertion	IGSA, Institut franco-allemand St Louis etc.
			hors APU (marchand)	Cercles et foyers des armées		Cultes d'Alsace-Lorraine
5	Personnes morales de droit public soumises au droit commercial	4	APU (non marchand)			Ademe, BRGM, CEA, Charbon. de France, Cirad, CNES, Onera, INA, IFP Energie nouvelle, Opéra national de Paris, Réunion musées nationaux, offices de tourisme, etc.
			hors APU (marchand)	Office national des forêts	RATP, SNCF Banque de France	Grands ports maritimes UGAP, AFD OPAC/OPH ÉPIC locaux et régies
6	Personnes physiques, sociétés commerciales	1,2,3,5,6 (hors 32)	APU (non marchand)			Safer
			hors APU (marchand)		La Poste EDF Aéroports de Paris	dont Air France, Orange, France Télévision, DCNS, GDF Suez, GIAT industries-Nexter, Imprimerie nationale
7	Organismes privés spécialisés et groupements de droit privé	8,9	APU (non marchand)			Organismes de protection sociale hôpitaux à but non lucratif associations ODAC associations ODAL
			hors APU (marchand)			Mutuelles, comités d'entrep. organismes professionnels syndicats de propriétaires associations et fondations non à financ. public maj.

 Fonction publique.

 Administrations publiques au sens des comptes nationaux.

(1) Offices agricoles (EPIC) intégrés dans France Agrimer en 2009 (Épa)

(2) Caisse des dépôts et consignations : assimilée à Épa, mais relevant de codification Sirene 74 (Autres personnes morales de droit administratif).

## I.1 Effectifs et principales caractéristiques de l'emploi public

**Figure 1.1-2 : Ventilation des effectifs salariés au 31 décembre 2013 en France (Métropole + DOM), salariés à titre principal**  
[en milliers]

Ligne	Statut juridique de l'employeur			Statut de recrutement de droit commun de l'agent								
	Intitulé	Code catégorie juridique Sirène	Comptes nationaux	Colonne								
				1		2		3				
				Droit public		Droit public particulier / privé à statut		Droit privé				
1	Administration de l'État	71 hors 7111 et 7112	APU (non marchand)	hors CA	1 925,4							
				y c. CA	1 927,4							
		7111		hors CA	0,6						hors CA	40,5
	y c. CA	0,6		y c. CA	40,7						y c. CA	13,9
7112	hors CA	1,3		hors CA	85,6							
	y c. CA	1,3		y c. CA	91,2							
2	Collectivités	72		hors CA	1 404,8							
				y c. CA	1 458,6							
3	Établissements publics administratifs	73		hors CA	1 999,2	hors CA	40,5	hors CA	13,9			
				y c. CA	2 121,3	y c. CA	40,7	y c. CA	13,9			
			hors APU (marchand)	hors CA	85,6							
				y c. CA	91,2							
4	Organismes publics administratifs	74	APU (non marchand)			hors CA	10,0	hors CA	1,5			
						y c. CA	10,2	y c. CA	1,5			
			hors APU (marchand)	hors CA	0,1			hors CA	0,5			
				y c. CA	0,1			y c. CA	0,5			
5	Personnes morales de droit public soumises au droit commercial	4	APU (non marchand)					y c. CA	40,1			
			hors APU (marchand)	y c. CA	9,3	y c. CA	218,2	y c. CA	90,3			
6	Personnes physiques, sociétés commerciales	1,2,3,5,6 (hors 32)	APU (non marchand)					y c. CA	0,8			
			hors APU (marchand)			y c. CA	0,8	y c. CA	16 318,2			
7	Organismes privés spécialisés et groupements de droit privé	8,9	APU (non marchand)					y c. CA	553,2			
			hors APU (marchand)					y c. CA	1 297,1			
Ensemble			APU (non marchand)	y c. CA	5 509,3		50,9		609,6			
			fonction publique	hors CA	5 416,9							
				y c. CA	5 600,4							
			hors APU (marchand)	y c. CA	100,6		219,1		17 860,6			

■ Fonction publique.

■ Administrations publiques au sens des comptes nationaux.

□ Source SIASP.

Sources : SIASP, DADS, Recme, Insee ; enquête SAE, Drees. Traitement DGAFP, département des études et des statistiques.  
CA = contrats aidés.



**Figure 1.1-3 : L'emploi public selon différents concepts au 31 décembre 2013 en France (métropole + DOM)**

	Effectifs des «administrations publiques»	Effectifs de droit public Colonne 1 et lignes 1 à 5	Effectifs de la <b>fonction publique</b> métropole et DOM Colonne 1 et lignes 1 + 2 +3
Total y compris contrats aidés	6 169 700	5 609 800	5 600 400
<b>Total hors emplois aidés</b>		<b>5 426 200</b>	<b>5 416 900</b>

Sources : SIASP, DADS, Recme, Insee ; enquête SAE, Drees. Traitement DGAFP, département des études et des statistiques.

Champ : France entière : Métropole et DOM (hors Mayotte), hors COM et étranger.

Les chiffres sont arrondis à la centaine. Le total et les évolutions sont calculés sur les données initiales.

## 1.1 Effectifs et principales caractéristiques de l'emploi public

Figure 1.1-4 : Évolution des effectifs salariés (y compris bénéficiaires de contrats aidés) entre le 31 décembre 2012 et 31 décembre 2013 en France (Métropole + DOM), salariés à titre principal

Ligne	Effectifs y compris emplois aidés			Statut de recrutement de droit commun de l'agent											
	Statut juridique de l'employeur			Colonne											
	Intitulé	Code catégorie juridique Sirène	Comptes nationaux	1		2		3							
			Droit public		Droit public particulier / privé à statut		Droit privé								
1	Administration de l'État	71 hors 7111 et 7112	APU (non marchand)	nombre	-5,5										
				%	-0,3										
		7111		nombre	0,0										
	%	1,4													
7112	nombre	0,0													
	%	-2,7													
2	Collectivités	72	nombre	19,8	%	1,4									
3	Établissements publics administratifs	73	nombre	67,1	%	3,3	nombre	-2,4	%	-5,7	nombre	-0,5	%	-3,6	
			hors APU (marchand)	nombre	2,2	%	2,5			nombre		%			
4	Organismes publics administratifs	74	APU (non marchand)				nombre	0,7	%	7,5	nombre	0,0	%	-0,5	
			hors APU (marchand)	nombre	0,0	%	10,2			nombre		%	0,0	%	2,4
5	Personnes morales de droit public soumises au droit commercial	4	APU (non marchand)								nombre	6,1	%	17,8	
			hors APU (marchand)	nombre	0,0	%	-0,1	nombre	19,6	%	9,9	nombre	7,9	%	9,6
6	Personnes physiques, sociétés commerciales	1,2,3,5,6 (hors 32)	APU (non marchand)								nombre	0,1	%	19,0	
			hors APU (marchand)				nombre	0,1	%	19,0	nombre	-225,9	%	-1,4	
7	Organismes privés spécialisés et groupements de droit privé	8,9	APU (non marchand)								nombre	54,9	%	11,0	
			hors APU (marchand)								nombre	119,5	%	9,0	
ensemble			APU (non marchand)	nombre	81,4	%	1,5	nombre	-1,7	%	-3,3	nombre	60,6	%	11,0
			fonction publique	nombre	83,6	%	1,5								
			hors APU (marchand)	nombre	2,2	%	2,2	nombre	19,7	%	9,9	nombre	-98,5	%	-0,5

Fonction publique.

Administrations publiques au sens des comptes nationaux.

Source SIASP.

Sources : SIASP, DADS, Recme, Insee ; enquête SAE, Drees. Traitement DGAFP, département des études et des statistiques. CA = contrats aidés.

**Figure 1.1-5 : Administrations publiques (dans une approche économique) et fonction publique (dans une approche juridique) au 31 décembre 2013 en France (métropole + DOM)**

[en milliers]

	Organismes non marchands métropole + DOM yc CA	Organismes marchands yc CA	Total yc CA	Total hors emplois aidés
Fonction publique en comptabilité nationale	5 509 300		5 509 300	5 331 400
Fonction publique hors comptabilité nationale		91200 <sup>(4)</sup>	91 200	85 600
<b>Total fonction publique<sup>(1)</sup></b>	<b>5 509 300</b>	<b>91 200<sup>(4)</sup></b>	<b>5 600 400</b>	<b>5 416 900</b>
Autres administrations publiques (APU)	660 500			
<i>Dont autres APU en organismes publics<sup>(2)</sup></i>	106 400			
<i>Dont autres APU en organismes privés<sup>(3)</sup></i>	554 100			
<b>Total des administrations publiques</b>	<b>6 169 700</b>			

Part de la fonction publique en 2013<sup>(5)</sup>  
- Dans l'emploi salarié : 22,2 %  
- Dans l'emploi total : 20,0 %

Sources : SIASP, DADS, Recme, Insee ; enquête SAE, Drees. Traitement DGAFP, département des études et des statistiques.

Champ : France entière : Métropole et DOM (hors Mayotte), hors COM et étranger.

CA = contrats aidés.

(1) Les enseignants et documentalistes des établissements privés sous contrat (139 800 en 2013), auparavant classés avec les organismes privés à financement public prédominant, sont désormais décomptés sur le champ des ministères.

(2) Épa à recrutement de droit privé, organismes consulaires, GIP (groupements d'intérêt public), autres organismes de droit administratif, EPIC non marchands.

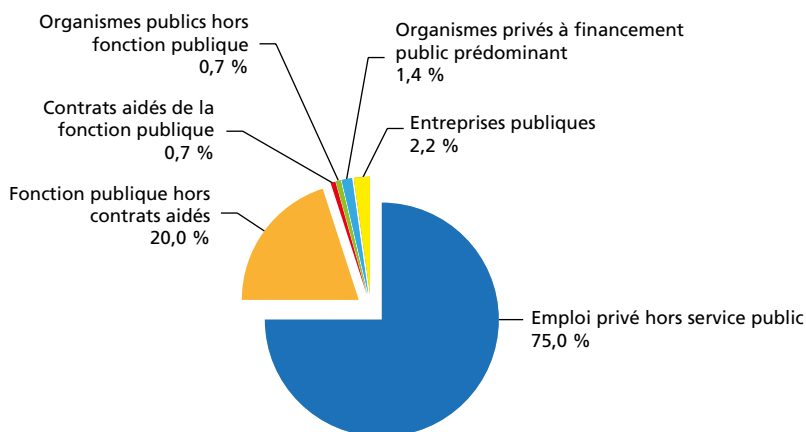
(3) Organismes à financement majoritairement public : associations non marchandes, organismes de protection sociale, hôpitaux privés à but non lucratif.

(4) Caisse des dépôts et consignations, la plupart des établissements d'hébergement pour personnes âgées, Épa marchands.

(5) Hors COM et étranger, hors bénéficiaires de contrats aidés. A comparer avec la part de la fonction publique en 2012, soit 22,1 % dans l'emploi total et 19,0 % dans l'emploi total sur le même périmètre.

**Figure 1.1-6 : Fonction publique, service public et emploi total au 31 décembre 2013**

[en %]



Sources : SIASP, DADS, Recme, Insee ; enquête SAE, Drees. Traitement DGAFP, département des études et des statistiques.

Champ : France entière : Métropole et DOM (hors Mayotte), hors COM et étranger.

## 1.1 Effectifs et principales caractéristiques de l'emploi public

Figure 1.1-7 : Nombre de bénéficiaires de contrats aidés de la fonction publique en 2012 et en 2013

		Fin 2012	Fin 2013	Évolution 2013/2012 (en %)
<b>Fonction publique de l'État</b>	<b>Ministères</b>	2,2	2,0	
	Dont ministères de l'Enseignement	0,0	0,0	
	Dont ministère de l'Intérieur, Outre-mer, Collectivités territoriales et Immigration	2,2	2,0	
	<b>Épa de la FPE</b>	<b>66,4</b>	<b>89,0</b>	
	Dont Épa rattachés aux ministères de l'Enseignement <sup>(1)</sup>	63,6	85,7	
	Dont Épa rattachés au ministère de l'Intérieur	0,0	0,0	
	<b>Total</b>	<b>68,7</b>	<b>91,0</b>	<b>32,5</b>
<b>Fonction publique territoriale</b>	Communes	32,3	46,1	
	Départements	4,7	6,8	
	Régions	0,4	0,9	
	<b>Total collectivités territoriales</b>	<b>37,4</b>	<b>53,8</b>	
	Établissements communaux	5,6	8,1	
	Établissements intercommunaux	7,1	10,2	
	Établissements départementaux	0,3	0,3	
	Autres Épa locaux	0,1	0,1	
	<b>Total Épa</b>	<b>13,1</b>	<b>18,8</b>	
<b>Total</b>	<b>50,4</b>	<b>72,6</b>	<b>44,0</b>	
<b>Fonction publique hospitalière</b>	Hôpitaux	11,2	13,6	
	Établissements d'hébergement pour personnes âgées	4,4	5,5	
	Autres établissements médico-sociaux	0,6	0,8	
	<b>Total FPH</b>	<b>16,2</b>	<b>19,9</b>	<b>22,8</b>
<b>Total ensemble de la fonction publique</b>		<b>135,3</b>	<b>183,5</b>	<b>35,6</b>

Source : SIASP, Insee. Traitement DGAFP, département des études et des statistiques.

Champ : emplois principaux, bénéficiaires de contrats aidés, situés en métropole et DOM (hors Mayotte), hors COM et étranger.

(1) Les bénéficiaires de contrats aidés travaillent pour l'essentiel dans les établissements publics locaux d'enseignement (EPLÉ).

Figure 1.1-8 : Fonction publique, service public et emploi total au 31 décembre 2012 et 2013 en France (Métropole + DOM)

[en milliers]

		2012 <sup>(1)</sup>	2013
		Effectifs au 31/12/2012	Effectifs au 31/12/2013
<b>Fonction publique</b> <sup>(2)</sup>	Métropole	5 213	5 246
	DOM	168	171
	<b>Total hors contrats aidés</b>	<b>5 381</b>	<b>5 417</b>
	Contrats aidés de la fonction publique <sup>(3)</sup>	135	183
<b>Total y compris contrats aidés</b>		<b>5 517</b>	<b>5 600</b>
<b>Organismes publics hors fonction publique non marchands</b>	Épa nationaux de Sécurité sociale, à recrutement de droit privé	14	14
	GIP nationaux et locaux (résultats partiels)	9	9
	Personnes morales droit public particulières	1	1
	Groupements de coopération sanitaires	1	1
	Associations syndicales autorisées	0	0
	Organismes consulaires	43	41
	ÉPIC nationaux et locaux non marchands	34	40
	<b>Sous-total organismes hors FP non marchands</b>	<b>103</b>	<b>106</b>
<b>Organismes publics hors fonction publique marchands</b>	ÉPIC locaux marchands	63	69
	Personnes morales droit public secteur marchand	1	1
	<b>Sous-total organismes hors FP marchands</b>	<b>64</b>	<b>70</b>
<b>Total</b>		<b>166</b>	<b>176</b>
<b>Organismes privés à financement public prédominant</b> (secteur non marchand)	Associations	148	165
	Organismes de protection sociale	162	174
	Hôpitaux privés à but non lucratif	188	215
	Safer	1	1
	<b>Total</b>	<b>350</b>	<b>389</b>
<b>Entreprises publiques</b> (secteur marchand)	ÉPIC marchands <sup>(4)</sup>	227	248
	Entreprises hors ÉPIC <sup>(5)</sup>	348	354
	<b>Total</b>	<b>575</b>	<b>602</b>
<b>Emploi privé hors service public</b> (secteur marchand)	<b>Total</b>	<b>20 412</b>	<b>20 310</b>
<b>Emploi total</b> (salariés et non salariés)	<b>Total</b> <sup>(6)</sup>	<b>27 020</b>	<b>27 078</b>

Sources : SIASP, DADS, Recme, Insee ; enquête SAE, Drees. Traitement DGAFP, département des études et des statistiques.

Champ : France entière = Métropole et DOM (hors Mayotte), hors COM et étranger.

(1) Données de 2012 révisées.

(2) Y compris les enseignants et documentalistes des établissements privés sous contrat (139 800 en 2013).

(3) Les bénéficiaires de contrats aidés sont décomptés à part dans la fonction publique et inclus dans les effectifs des autres organismes.

(4) Les EPIC marchands proviennent de la ligne 5 (hors APU) et de la colonne 3 du tableau de synthèse.

(5) Les entreprises hors EPIC comprennent la Poste, EDF, Aéroports de Paris issus de la ligne 6 colonne 5 du tableau de synthèse + la partie des entreprises de la ligne 6 colonne 6 répertoriée dans les entreprises «de premier rang» du Recme (exemple : Orange, DCNS...).

(6) Différents concepts d'emploi coexistent. Celui retenu ici est «l'emploi total» qui comprend les salariés et les non-salariés en France entière, hors chômeurs, et qui constitue la référence la plus courante pour les comparaisons internationales.

## 1.2 Fonction publique

Figure 1.2-1: Effectifs physiques et équivalent temps plein par versant de la fonction publique

	2012 <sup>(1)</sup>		2013		Évolution 2013/2012 (en %)	
	avec contrats aidés	hors contrats aidés	avec contrats aidés	hors contrats aidés	avec contrats aidés	hors contrats aidés
<b>Effectif au 31 décembre<sup>(2)</sup></b>						
FPE	2 450,7	2 382,1	2 476,5	2 385,5	1,1	0,1
FPT	1 912,8	1 862,4	1 951,4	1 878,7	2,0	0,9
FPH	1 153,2	1 137,0	1 172,6	1 152,7	1,7	1,4
<b>Total 3 FP</b>	<b>5 516,8</b>	<b>5 381,5</b>	<b>5 600,4</b>	<b>5 416,9</b>	<b>1,5</b>	<b>0,7</b>
<b>Volume de travail en équivalent temps plein<sup>(3)</sup></b>						
FPE	2 345,6	2 297,4	2 338,6	2 290,2	-0,3	-0,3
FPT	1 768,7	1 731,4	1 794,0	1 748,7	1,4	1,0
FPH	1 068,0	1 056,4	1 083,8	1 071,0	1,5	1,4
<b>Total ensemble de la fonction publique</b>	<b>5 182,3</b>	<b>5 085,3</b>	<b>5 216,4</b>	<b>5 109,9</b>	<b>0,7</b>	<b>0,5</b>

Source : SIASP, Insee. Traitement DGAFP, département des études et des statistiques.

Champ : emplois principaux, tous statuts, situés en métropole et DOM (hors Mayotte), hors COM et étranger. Hors bénéficiaires de contrats aidés.

(1) Chiffres actualisés par rapport à l'année précédente.

(2) Postes principaux finaux au 31 décembre.

(3) Tout poste actif dans l'année.

Figure 1.2-2 : Effectifs physiques par type d'employeur dans les trois versants de la fonction publique aux 31 décembre en France

		2012 <sup>(1)</sup>	2013	Évolution 2013/2012	
				en nombre	en %
FPE	Ministères	1 931 230	1 926 041	-5 189	-0,3
	Épa de la FPE	450 858	459 447	8 589	1,9
	<b>Total FPE</b>	<b>2 382 088</b>	<b>2 385 488</b>	<b>3 400</b>	<b>0,1</b>
FPT	Communes <sup>(2)</sup>	1 025 232	1 028 263	3 031	0,3
	Départements	294 543	295 336	793	0,3
	Régions	81 682	81 188	-494	-0,6
	<b>Total collectivités territoriales</b>	<b>1 401 457</b>	<b>1 404 787</b>	<b>3 330</b>	<b>0,2</b>
	Établissements communaux <sup>(2)</sup>	130 614	132 339	1 725	1,3
	Établissements intercommunaux <sup>(2)</sup>	258 057	266 841	8 784	3,4
	Établissement départementaux	65 589	66 521	932	1,4
	Autres Épa locaux	6 702	8 257	1 555	23,2
<b>Total Épa<sup>(2)</sup></b>	<b>460 962</b>	<b>473 958</b>	<b>12 996</b>	<b>2,8</b>	
<b>Total FPT</b>	<b>1 862 419</b>	<b>1 878 745</b>	<b>16 326</b>	<b>0,9</b>	
FPH	Hôpitaux	1 026 477	1 040 934	14 457	1,4
	Établissements d'hébergement pour personnes âgées (EHPA)	77 206	78 307	1 101	1,4
	Autres établissements médico-sociaux	33 306	33 466	160	0,5
	<b>Total FPH</b>	<b>1 136 989</b>	<b>1 152 707</b>	<b>15 718</b>	<b>1,4</b>
<b>Total ensemble de la fonction publique</b>		<b>5 381 496</b>	<b>5 416 940</b>	<b>35 444</b>	<b>0,7</b>

Source : SIASP, Insee. Traitement DGAFP, département des études et des statistiques.

Champ : emplois principaux, tous statuts, situés en métropole et DOM (hors Mayotte), hors COM et étranger. Hors bénéficiaires de contrats aidés.

(1) Chiffres actualisés par rapport à l'année précédente.

(2) Les évolutions concernant les effectifs des communes, des établissements communaux et intercommunaux doivent être interprétées avec précaution, compte tenu de probables modifications dans le mode de déclaration des collectivités (regroupement notamment), en relation avec la mise en place de structures intercommunales.

Figure 1.2-3 : Effectifs physiques dans les trois versants de la fonction publique et équivalents temps plein par région et département <sup>(1)</sup> au 31 décembre 2013 en France (1<sup>ère</sup> partie)

	Fonction publique de l'État, civils <sup>(1)</sup>		Fonction publique territoriale		Fonction publique hospitalière		Total fonction publique, civils <sup>(1)</sup>	
	Effectifs physiques	Effectifs en ETP	Effectifs physiques	Effectifs en ETP	Effectifs physiques	Effectifs en ETP	Effectifs physiques	Effectifs en ETP
<b>Alsace</b>	<b>54 868</b>	<b>51 883</b>	<b>40 116</b>	<b>35 767</b>	<b>36 817</b>	<b>33 686</b>	<b>131 801</b>	<b>121 335</b>
Bas-Rhin	36 652	34 764	25 097	22 427	21 526	19 751	83 275	76 943
Haut-Rhin	18 216	17 119	15 019	13 339	15 291	13 935	48 526	44 392
<b>Aquitaine</b>	<b>98 048</b>	<b>93 231</b>	<b>100 341</b>	<b>91 287</b>	<b>56 044</b>	<b>52 830</b>	<b>254 433</b>	<b>237 348</b>
Dordogne	9 360	8 919	12 433	11 054	8 887	8 381	30 680	28 355
Gironde	54 577	51 939	47 252	43 698	24 749	23 385	126 578	119 023
Landes	9 119	8 673	14 884	13 401	5 974	5 661	29 977	27 736
Lot-et-Garonne	7 684	7 284	7 845	7 180	6 519	6 124	22 048	20 588
Pyrénées-Atlantiques	17 308	16 414	17 927	15 954	9 915	9 278	45 150	41 646
<b>Auvergne</b>	<b>41 320</b>	<b>38 975</b>	<b>40 427</b>	<b>36 090</b>	<b>29 824</b>	<b>27 787</b>	<b>111 571</b>	<b>102 853</b>
Allier	8 235	7 857	9 406	8 505	9 493	8 981	27 134	25 343
Cantal	3 783	3 579	4 629	4 164	3 644	3 423	12 056	11 167
Haute-Loire	5 377	4 999	5 353	4 718	3 686	3 317	14 416	13 035
Puy-de-Dôme	23 925	22 539	21 039	18 703	13 001	12 066	57 965	53 308
<b>Basse-Normandie</b>	<b>39 610</b>	<b>37 733</b>	<b>39 389</b>	<b>34 929</b>	<b>30 691</b>	<b>28 568</b>	<b>109 690</b>	<b>101 229</b>
Calvados	20 540	19 530	19 963	17 846	14 506	13 460	55 009	50 835
Manche	12 359	11 792	12 761	11 279	9 472	8 806	34 592	31 877
Orne	6 711	6 411	6 665	5 804	6 713	6 302	20 089	18 517
<b>Bourgogne</b>	<b>47 531</b>	<b>44 880</b>	<b>42 547</b>	<b>37 978</b>	<b>37 053</b>	<b>34 384</b>	<b>127 131</b>	<b>117 241</b>
Côte-d'Or	20 723	19 538	14 903	13 359	11 760	10 995	47 386	43 893
Nièvre	5 468	5 186	6 265	5 670	5 050	4 744	16 783	15 600
Saône-et-Loire	13 108	12 323	13 368	11 843	11 976	11 011	38 452	35 177
Yonne	8 232	7 833	8 011	7 106	8 267	7 633	24 510	22 571
<b>Bretagne</b>	<b>101 075</b>	<b>95 134</b>	<b>90 460</b>	<b>80 954</b>	<b>62 589</b>	<b>57 804</b>	<b>254 124</b>	<b>233 893</b>
Côtes-d'Armor	13 506	12 664	19 169	17 068	10 074	9 201	42 749	38 933
Finistère	28 400	26 928	23 161	20 905	18 638	17 238	70 199	65 072
Ille-et-Vilaine	41 230	38 663	29 353	26 265	18 759	17 364	89 342	82 292
Morbihan	17 939	16 879	18 777	16 717	15 118	14 000	51 834	47 596
<b>Centre</b>	<b>69 076</b>	<b>65 505</b>	<b>67 114</b>	<b>60 939</b>	<b>49 546</b>	<b>46 446</b>	<b>185 736</b>	<b>172 890</b>
Cher	8 372	7 974	8 439	7 691	6 559	6 208	23 370	21 874
Eure-et-Loir	9 578	9 100	10 050	8 941	8 230	7 728	27 858	25 769
Indre	6 048	5 754	5 561	5 038	4 689	4 419	16 298	15 211
Indre-et-Loire	16 604	15 562	15 310	13 940	12 840	11 920	44 754	41 422
Loiret	21 244	20 221	19 300	17 723	10 739	10 088	51 283	48 032
Loir-et-Cher	7 230	6 893	8 454	7 606	6 489	6 083	22 173	20 582
<b>Champagne-Ardenne</b>	<b>40 727</b>	<b>38 438</b>	<b>32 501</b>	<b>28 904</b>	<b>26 373</b>	<b>24 614</b>	<b>99 601</b>	<b>91 956</b>
Ardennes	7 394	6 996	6 893	6 090	5 671	5 239	19 958	18 326
Aube	8 375	7 908	6 939	6 234	4 711	4 472	20 025	18 615
Haute-Marne	5 139	4 836	4 166	3 661	4 293	4 029	13 598	12 526
Marne	19 819	18 697	14 503	12 918	11 698	10 873	46 020	42 489
<b>Corse</b>	<b>10 628</b>	<b>10 014</b>	<b>11 513</b>	<b>10 856</b>	<b>4 774</b>	<b>4 551</b>	<b>26 915</b>	<b>25 420</b>
Corse-du-Sud	4 957	4 693	6 924	6 550	2 738	2 635	14 619	13 877
Haute-Corse	5 671	5 321	4 589	4 306	2 036	1 916	12 296	11 543
<b>Franche-Comté</b>	<b>34 341</b>	<b>31 947</b>	<b>28 929</b>	<b>25 489</b>	<b>23 663</b>	<b>21 587</b>	<b>86 933</b>	<b>79 023</b>
Doubs	18 080	16 805	14 044	12 581	12 272	11 160	44 396	40 545
Haute-Saône	5 569	5 167	4 471	3 795	2 785	2 553	12 825	11 515
Jura	6 375	5 923	6 504	5 597	5 908	5 372	18 787	16 892
Territoire de Belfort	4 317	4 052	3 910	3 516	2 698	2 502	10 925	10 070

Source : SIASP, Insee. Traitement DGAFP, département des études et des statistiques.

Champ : emplois principaux, agents civils, situés en métropole et DOM (hors Mayotte), hors COM et étranger. Hors bénéficiaires de contrats aidés.

(1) Les effectifs des militaires ne sont pas localisables.

## 1.2 Fonction publique

Figure 1.2-3 : Effectifs physiques dans les trois versants de la fonction publique et équivalents temps plein par région et département <sup>(1)</sup> au 31 décembre 2013 en France (2<sup>ème</sup> partie)

	Fonction publique de l'État, civils <sup>(1)</sup>		Fonction publique territoriale		Fonction publique hospitalière		Total fonction publique, civils <sup>(1)</sup>	
	Effectifs physiques	Effectifs en ETP	Effectifs physiques	Effectifs en ETP	Effectifs physiques	Effectifs en ETP	Effectifs physiques	Effectifs en ETP
<b>Haute-Normandie</b>	<b>51 390</b>	<b>48 487</b>	<b>53 649</b>	<b>47 878</b>	<b>35 359</b>	<b>32 751</b>	<b>140 398</b>	<b>129 116</b>
Eure	13 351	12 623	15 113	13 301	7 661	7 217	36 125	33 140
Seine-Maritime	38 039	35 864	38 536	34 578	27 698	25 535	104 273	95 977
<b>Île-De-France</b>	<b>492 961</b>	<b>470 593</b>	<b>365 647</b>	<b>334 453</b>	<b>182 543</b>	<b>169 823</b>	<b>1 041 151</b>	<b>974 870</b>
Essonne	43 807	40 925	36 426	33 354	14 637	13 688	94 870	87 967
Hauts-de-Seine	45 902	43 856	48 070	43 868	17 798	16 461	111 770	104 186
Paris	189 178	180 784	78 959	71 040	59 811	55 629	327 948	307 453
Seine-et-Marne	36 286	34 876	35 094	32 172	14 386	13 370	85 766	80 419
Seine-Saint-Denis	52 581	50 666	52 213	48 317	17 029	15 833	121 823	114 816
Val-de-Marne	49 064	47 092	44 760	41 441	26 506	24 845	120 330	113 378
Val-d'Oise	32 493	31 084	32 448	29 953	15 687	14 659	80 628	75 997
Yvelines	43 650	41 311	37 677	34 307	16 689	15 337	98 016	90 955
<b>Languedoc-Roussillon</b>	<b>79 685</b>	<b>74 731</b>	<b>86 593</b>	<b>78 665</b>	<b>41 208</b>	<b>38 123</b>	<b>207 486</b>	<b>191 518</b>
Aude	7 995	7 596	12 840	11 256	4 909	4 572	25 744	23 423
Gard	18 392	17 196	19 096	17 433	11 388	10 548	48 876	45 178
Hérault	38 471	35 954	37 726	34 532	17 142	15 716	93 339	86 202
Lozère	2 809	2 633	2 332	2 064	1 903	1 767	7 044	6 464
Pyrénées-Orientales	12 018	11 353	14 599	13 379	5 866	5 520	32 483	30 252
<b>Limousin</b>	<b>21 191</b>	<b>20 263</b>	<b>23 167</b>	<b>21 111</b>	<b>20 894</b>	<b>19 787</b>	<b>65 252</b>	<b>61 161</b>
Corrèze	6 026	5 751	7 361	6 716	5 808	5 495	19 195	17 962
Creuse	2 996	2 835	3 741	3 321	3 372	3 232	10 109	9 389
Haute-Vienne	12 169	11 677	12 065	11 074	11 714	11 059	35 948	33 810
<b>Lorraine</b>	<b>74 035</b>	<b>69 704</b>	<b>54 316</b>	<b>48 209</b>	<b>44 375</b>	<b>40 999</b>	<b>172 726</b>	<b>158 912</b>
Meurthe-et-Moselle	28 147	26 533	17 166	15 311	16 391	15 132	61 704	56 976
Meuse	5 405	5 079	4 269	3 578	4 866	4 566	14 540	13 223
Moselle	31 262	29 443	23 638	21 199	14 101	12 934	69 001	63 577
Vosges	9 221	8 649	9 243	8 121	9 017	8 366	27 481	25 136
<b>Midi-Pyrénées</b>	<b>89 296</b>	<b>84 462</b>	<b>93 715</b>	<b>84 229</b>	<b>47 950</b>	<b>44 694</b>	<b>230 961</b>	<b>213 385</b>
Ariège	3 660	3 432	4 941	4 395	3 539	3 289	12 140	11 116
Aveyron	6 040	5 670	7 218	6 363	5 532	5 099	18 790	17 131
Gers	4 145	3 900	6 347	5 543	3 721	3 497	14 213	12 940
Haute-Garonne	51 538	48 824	45 618	41 386	18 137	17 007	115 293	107 217
Hautes-Pyrénées	6 154	5 855	6 630	6 018	5 699	5 292	18 483	17 164
Lot	3 641	3 456	5 500	4 793	2 725	2 515	11 866	10 764
Tarn	8 500	8 002	10 764	9 685	4 969	4 587	24 233	22 274
Tarn-et-Garonne	5 618	5 324	6 697	6 045	3 628	3 410	15 943	14 779
<b>Nord-Pas-de-Calais</b>	<b>122 270</b>	<b>115 445</b>	<b>112 914</b>	<b>102 685</b>	<b>72 580</b>	<b>67 316</b>	<b>307 764</b>	<b>285 446</b>
Nord	83 088	78 542	75 234	68 555	51 710	47 981	210 032	195 078
Pas-de-Calais	39 182	36 903	37 680	34 130	20 870	19 335	97 732	90 368
<b>Pays de la Loire</b>	<b>96 958</b>	<b>90 814</b>	<b>92 908</b>	<b>83 094</b>	<b>64 866</b>	<b>59 461</b>	<b>254 732</b>	<b>233 369</b>
Loire-Atlantique	42 730	39 931	35 810	32 355	22 097	20 189	100 637	92 474
Maine-et-Loire	21 150	19 825	18 352	16 179	15 456	14 162	54 958	50 166
Mayenne	6 713	6 279	7 872	6 957	7 210	6 649	21 795	19 885
Sarthe	13 993	13 180	13 910	12 467	10 511	9 648	38 414	35 295
Vendée	12 372	11 600	16 964	15 135	9 592	8 813	38 928	35 548
<b>Picardie</b>	<b>51 161</b>	<b>48 456</b>	<b>47 660</b>	<b>41 993</b>	<b>39 413</b>	<b>36 697</b>	<b>138 234</b>	<b>127 146</b>
Aisne	13 384	12 678	12 689	11 205	11 939	11 083	38 012	34 966
Oise	19 627	18 664	17 607	15 623	12 981	12 245	50 215	46 532
Somme	18 150	17 115	17 364	15 164	14 493	13 369	50 007	45 648

Source : SIASP, Insee. Traitement DGAFP, département des études et des statistiques.

Champ : emplois principaux, agents civils, situés en métropole et DOM (hors Mayotte), hors COM et étranger. Hors bénéficiaires de contrats aidés.

(1) Les effectifs des militaires ne sont pas localisables.



**Figure 1.2-3 : Effectifs physiques dans les trois versants de la fonction publique et équivalents temps plein par région et département <sup>(1)</sup> au 31 décembre 2013 en France (3<sup>ème</sup> partie)**

	Fonction publique de l'État, civils <sup>(1)</sup>		Fonction publique territoriale		Fonction publique hospitalière		Total fonction publique, civils <sup>(1)</sup>	
	Effectifs physiques	Effectifs en ETP	Effectifs physiques	Effectifs en ETP	Effectifs physiques	Effectifs en ETP	Effectifs physiques	Effectifs en ETP
<b>Poitou-Charentes</b>	<b>49 307</b>	<b>46 810</b>	<b>54 328</b>	<b>49 186</b>	<b>34 608</b>	<b>32 217</b>	<b>138 243</b>	<b>128 213</b>
Charente	8 372	7 958	10 097	9 108	6 062	5 660	24 531	22 727
Charente-Maritime	15 794	15 037	17 510	15 908	11 048	10 342	44 352	41 287
Deux-Sèvres	7 948	7 510	12 025	10 696	7 380	6 827	27 353	25 033
Vienne	17 193	16 305	14 696	13 473	10 118	9 388	42 007	39 166
<b>Provence-Alpes-Côte-d'Azur</b>	<b>153 953</b>	<b>145 300</b>	<b>162 283</b>	<b>151 424</b>	<b>75 682</b>	<b>70 112</b>	<b>391 918</b>	<b>366 836</b>
Alpes-de-Haute-Provence	4 299	3 974	5 619	5 033	3 201	2 963	13 119	11 970
Alpes-Maritimes	28 932	27 530	39 272	36 395	15 630	14 695	83 834	78 620
Bouches-du-Rhône	72 060	67 992	64 154	60 424	30 446	28 092	166 660	156 509
Hautes-Alpes	3 990	3 677	5 077	4 477	3 313	2 995	12 380	11 150
Var	29 967	28 538	31 564	29 685	12 527	11 673	74 058	69 897
Vaucluse	14 705	13 589	16 597	15 409	10 565	9 693	41 867	38 691
<b>Rhône-Alpes</b>	<b>188 481</b>	<b>175 556</b>	<b>169 342</b>	<b>151 019</b>	<b>108 992</b>	<b>98 765</b>	<b>466 815</b>	<b>425 340</b>
Ain	13 079	12 198	11 413	10 061	6 966	6 328	31 458	28 587
Ardèche	6 782	6 261	8 388	7 277	5 480	4 985	20 650	18 523
Drôme	11 844	10 887	12 370	10 966	8 082	7 326	32 296	29 179
Haute-Savoie	16 769	15 489	20 252	18 045	12 084	10 960	49 105	44 494
Isère	38 476	35 671	35 617	31 237	20 497	18 488	94 590	85 397
Loire	19 985	18 554	17 322	15 510	16 929	15 319	54 236	49 383
Rhône	69 524	65 352	49 150	44 813	31 007	28 243	149 681	138 408
Savoie	12 022	11 144	14 830	13 110	7 947	7 117	34 799	31 371
<b>Total Métropole</b>	<b>2 007 912</b>	<b>1 898 361</b>	<b>1 809 859</b>	<b>1 637 137</b>	<b>1 125 844</b>	<b>1 043 001</b>	<b>4 943 615</b>	<b>4 578 500</b>
<b>DOM</b>	<b>67 776</b>	<b>64 595</b>	<b>68 886</b>	<b>65 091</b>	<b>26 863</b>	<b>26 171</b>	<b>163 525</b>	<b>155 857</b>
Guadeloupe	15 336	14 624	14 892	13 967	6 474	6 318	36 702	34 909
Martinique	13 482	13 102	15 569	14 571	8 196	8 015	37 247	35 688
Guyane	10 104	9 774	7 576	7 307	2 971	2 904	20 651	19 985
La Réunion	28 854	27 094	30 849	29 246	9 222	8 934	68 925	65 274
<b>Total France entière, agents civils<sup>(1)</sup></b>	<b>2 075 688</b>	<b>1 962 956</b>	<b>1 878 745</b>	<b>1 702 228</b>	<b>1 152 707</b>	<b>1 069 173</b>	<b>5 107 140</b>	<b>4 734 356</b>
<b>Total France entière, y compris militaires</b>	<b>2 385 488</b>	<b>2 269 733</b>	<b>1 878 745</b>	<b>1 702 228</b>	<b>1 152 707</b>	<b>1 069 173</b>	<b>5 416 940</b>	<b>5 041 134</b>

Source : SIASP, Insee. Traitement DGAFP, département des études et des statistiques.

Champ : emplois principaux, agents civils, situés en métropole et DOM (hors Mayotte), hors COM et étranger. Hors bénéficiaires de contrats aidés.

(1) Les effectifs des militaires ne sont pas localisables.

## 1.2 Fonction publique

Figure 1.2-4 : Taux d'administration (à partir des effectifs en équivalents temps plein) par région <sup>(1)</sup> au 31 décembre 2013 en France

	Fonction publique de l'État, civils <sup>(1)</sup>	Fonction publique territoriale	Fonction publique hospitalière	Total fonction publique, civils <sup>(1)</sup>
Alsace	27,8	19,1	18,0	64,9
Aquitaine	28,0	27,4	15,8	71,2
Auvergne	28,7	26,5	20,4	75,7
Basse-Normandie	25,5	23,6	19,3	68,5
Bourgogne	27,4	23,2	21,0	71,6
Bretagne	29,1	24,7	17,7	71,5
Centre	25,4	23,6	18,0	67,1
Champagne-Ardenne	28,7	21,6	18,4	68,7
Corse	31,0	33,6	14,1	78,7
Franche-Comté	27,1	21,6	18,3	67,0
Haute-Normandie	26,2	25,9	17,7	69,7
Île-de-France	39,2	27,9	14,1	81,2
Languedoc-Roussillon	27,1	28,5	13,8	69,5
Limousin	27,5	28,7	26,9	83,1
Lorraine	29,7	20,5	17,5	67,7
Midi-Pyrénées	28,5	28,4	15,1	71,9
Nord-Pas-de-Calais	28,4	25,3	16,6	70,3
Pays de la Loire	24,6	22,5	16,1	63,3
Picardie	25,1	21,8	19,0	66,0
Poitou-Charentes	26,1	27,4	17,9	71,4
Provence-Alpes-Côte-d'Azur	29,3	30,5	14,1	73,9
Rhône-Alpes	27,2	23,4	15,3	66,0
<b>France métropolitaine</b>	<b>29,7</b>	<b>25,6</b>	<b>16,3</b>	<b>71,6</b>
<b>DOM</b>	<b>34,4</b>	<b>34,6</b>	<b>13,9</b>	<b>82,9</b>
Guadeloupe	36,2	34,6	15,6	86,5
Martinique	34,4	38,2	21,0	93,6
Guyane	39,0	29,2	11,6	79,8
La Réunion	32,1	34,6	10,6	77,2
<b>Total Métropole + DOM</b>	<b>29,8</b>	<b>25,9</b>	<b>16,2</b>	<b>71,9</b>

Source : SIASP, Insee. Traitement DGAFP, département des études et des statistiques.

Champ : emplois principaux, agents civils, situés en métropole et DOM (hors Mayotte), hors COM et étranger. Hors bénéficiaires de contrats aidés.

(1) Les effectifs des militaires ne sont pas localisables.

**Figure 1.2-5 : Effectifs physiques de la fonction publique par versant entre fin 2012<sup>(1)</sup> et fin 2013 en France**

		2012	2013	Évolution annuelle moyenne sur 2013-2002 (en %)	Évolution sur 2013-2012 (en %)
FPE	Ministères	1 931 230	1 926 041	-2,1	-0,3
	Épa nationaux à recrutement de droit public	450 858	459 447	7,5	1,9
	<b>Fonction publique de l'État (FPE)</b>	<b>2 382 088</b>	<b>2 385 488</b>	<b>-0,9</b>	<b>0,1</b>
FPT	Collectivités territoriales	1 401 457	1 404 787	2,1	0,2
	Épa locaux	460 962	473 958	4,3	2,8
	<b>Fonction publique territoriale (FPT)</b>	<b>1 862 419</b>	<b>1 878 745</b>	<b>2,6</b>	<b>0,9</b>
FPH		1 136 989	1 152 707	1,6	1,4
<b>Ensemble de la fonction publique</b>		<b>5 381 496</b>	<b>5 416 940</b>	<b>0,7</b>	<b>0,7</b>
Emploi total (en milliers) <sup>(2)</sup>		27 020	27 078	0,4	0,2
Part de l'emploi public dans l'emploi total (en %) <sup>(3)</sup>		19,9	20,0	-	-

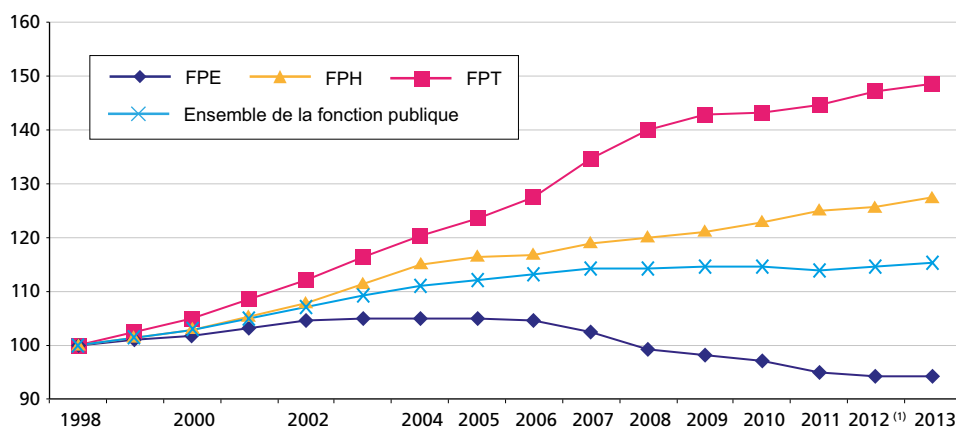
Sources : FGE, Colter, DADS, SIASP, Insee; enquêtes SAE, Drees. Traitement DGAFP, département des études et des statistiques.  
Champ : emplois principaux, tous statuts, situés en métropole et DOM (hors Mayotte), hors COM et étranger. Hors bénéficiaires de contrats aidés.

(1) Chiffres actualisés par rapport à l'année précédente.

(2) Emploi en France entière, hors contingent, soit les salariés + les non salariés. Le chiffre de l'emploi total en 2012 a été révisé par rapport à l'édition précédente de ce rapport.

(3) Rapport en FPE+FPT+FPH/emploi total.

**Figure 1.2-6 : Évolution des effectifs physiques de la fonction publique par versant entre le 31 décembre 1998 et 31 décembre 2013 en France**




Sources : FGE, Colter, DADS, SIASP, Insee; enquêtes SAE, Drees. Traitement DGAFP, département des études et des statistiques.  
Champ : emplois principaux, tous statuts. Hors bénéficiaires de contrats aidés. France entière = Métropole et DOM (hors COM et étranger).

(1) Chiffres actualisés par rapport à l'année précédente.

Note : selon la Direction Générale des Collectivités (DGCL), environ 135 000 personnes physiques ont été transférées de 2006 à 2011 de l'État vers la Fonction publique territoriale dans le cadre de la loi Libertés et Responsabilités locales de 2004. Voir également Rapport annuel sur l'état de la fonction publique, Faits et Chiffres, édition 2009-2010.

## 1 1.2 Fonction publique


**Figure 1.2-7 : Effectifs physiques dans les trois versants de la fonction publique par statut entre fin 2012 <sup>(1)</sup> et fin 2013 en France**

	2012 <sup>(1)</sup>	2013	Évolution annuelle moyenne sur 2013/2002 (en %)	Évolution sur 2013/2012 (en %)
<b>FPE, y compris Épa</b>				
Fonctionnaires	1 538 841	1 529 415	-1,4	-0,6
Contractuels	351 738	370 416	1,4	5,3
Militaires	313 228	309 800	-0,6	-1,1
Autres catégories et statuts <sup>(2)</sup>	178 281	175 857	-1,4	-1,4
<b>Total</b>	<b>2 382 088</b>	<b>2 385 488</b>	<b>-0,9</b>	<b>0,1</b>
Part de non-titulaires (en %)	13,1	15,5		
<b>FPT, y compris Épa</b>				
Fonctionnaires <sup>(3)</sup>	1 429 935	1 453 109	2,8	1,6
Contractuels	369 653	362 826	2,4	-1,8
Autres catégories et statuts <sup>(2)</sup>	62 831	62 810	0,2	0,0
<b>Total</b>	<b>1 862 419</b>	<b>1 878 745</b>	<b>2,6</b>	<b>0,9</b>
Part de non-titulaires (en %)	19,8	19,3		
<b>FPH</b>				
Fonctionnaires	829 638	836 041	1,1	0,8
Contractuels	192 735	198 708	3,9	3,1
Autres catégories et statuts <sup>(2)</sup>	114 616	117 958	1,3	2,9
<b>Total</b>	<b>1 136 989</b>	<b>1 152 707</b>	<b>1,6</b>	<b>1,4</b>
Part de non-titulaires (en %)	17,0	17,2		
<b>Ensemble de la fonction publique</b>				
Fonctionnaires <sup>(3)</sup>	3 798 414	3 818 565	0,5	0,5
Contractuels	914 126	931 950	2,1	1,9
Militaires	313 228	309 800	-0,6	-1,1
Autres catégories et statuts <sup>(2)</sup>	355 728	356 625	-0,3	0,3
<b>Total</b>	<b>5 381 496</b>	<b>5 416 940</b>	<b>0,7</b>	<b>0,7</b>
Part de non-titulaires (en %)	17,0	17,2		

Source : FGE, Colter, DADS, SIASP, Insee; enquêtes SAE, Drees. Traitement DGAFP, département des études et des statistiques.

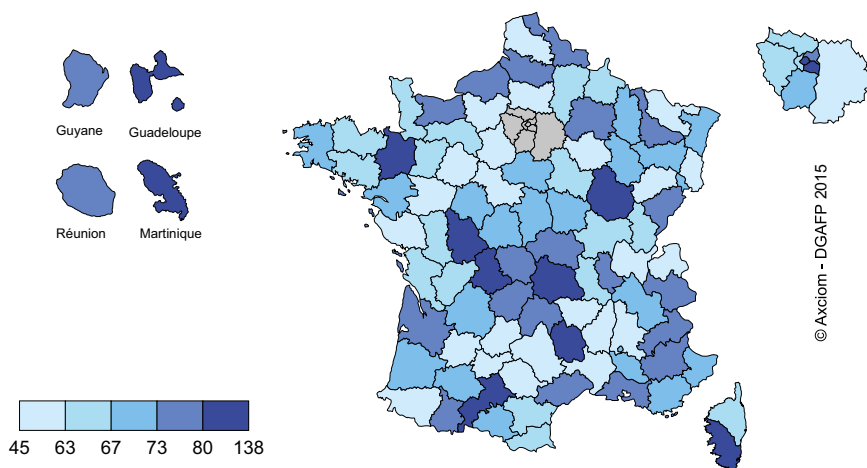
Champ : emplois principaux, tous statuts, situés en métropole et DOM (hors Mayotte), hors COM et étranger. Hors bénéficiaires de contrats aidés.

(1) Chiffres actualisés par rapport à l'année précédente.

(2) La catégorie 'autres catégories et statuts' recouvre principalement des enseignants et documentalistes des établissements privés sous contrat et des ouvriers d'État dans le FPE, des assistants maternels et familiaux dans la FPT, des médecins dans la FPH et des apprentis dans les trois versants.

(3) Pour respecter le secret statistique, dans la FPT les militaires (2 000 sapeurs pompiers de Marseille) sont regroupés avec les titulaires.

**Figure 1.2-8 : Taux d'administration des trois versants de la fonction publique, agents civils, par département au 31 décembre 2013**

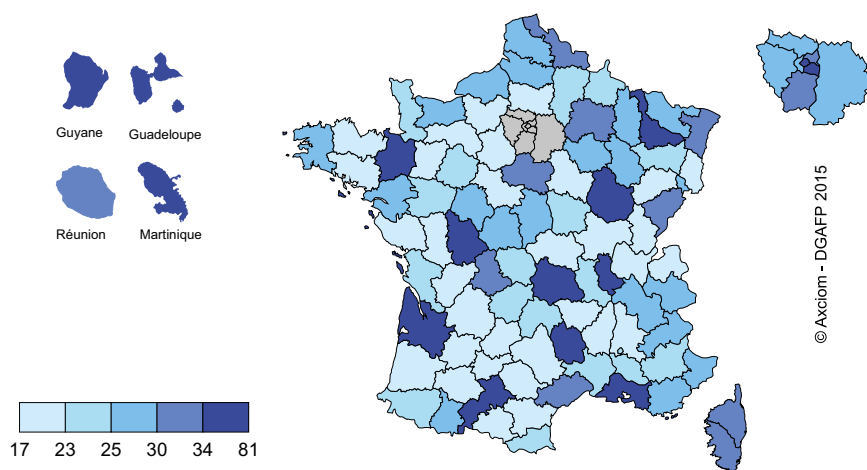


Source : SIASP, Insee. Traitement Insee et DGAFP, département des études et des statistiques.

Champ : ensemble de la fonction publique. Emplois principaux, agents civils, situés en métropole et DOM (hors Mayotte), hors COM et étranger. Hors bénéficiaires de contrats aidés.

Taux d'administration France entière = 71,9 % ; France métropolitaine = 71,6 %

**Figure 1.2-9 : Taux d'administration de la fonction publique de l'État, agents civils, par département au 31 décembre 2013**



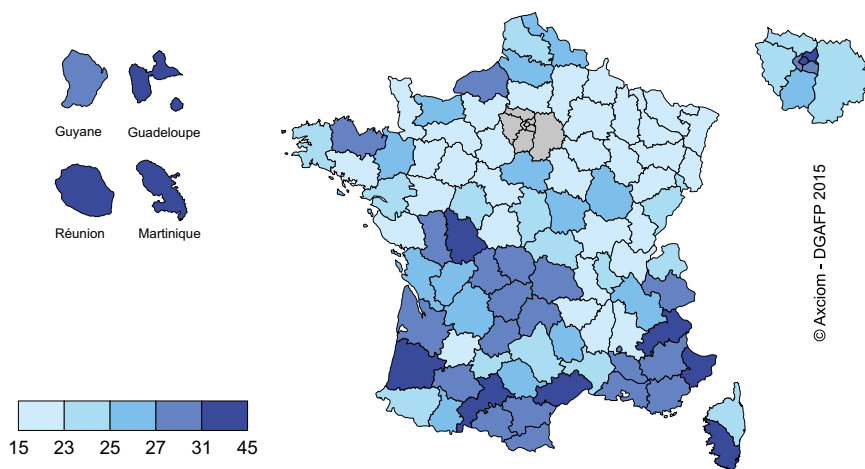
Source : SIASP, Insee. Traitement Insee et DGAFP, département des études et des statistiques.

Champ : FPE. Emplois principaux, agents civils, situés en métropole et DOM (hors Mayotte), hors COM et étranger. Hors bénéficiaires de contrats aidés.

Taux d'administration France entière = 29,8 % ; France métropolitaine = 29,7 %

## 1 I.2 Fonction publique

**Figure 1.2-10 : Taux d'administration de la fonction publique territoriale par département au 31 décembre 2013**

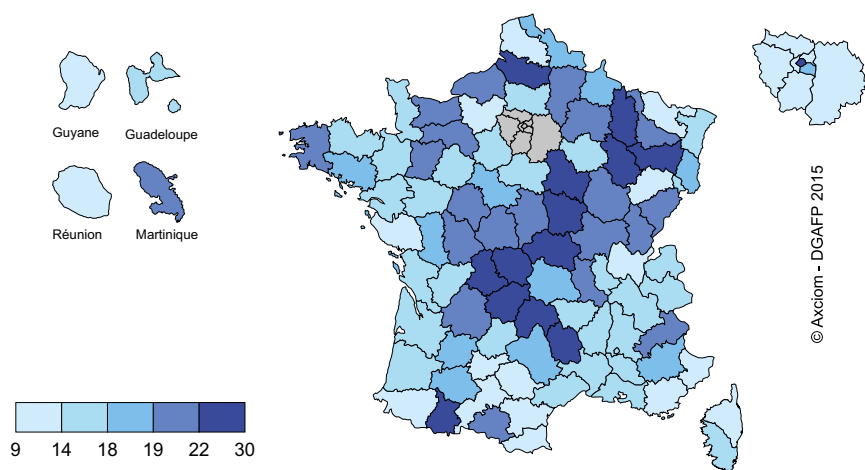


Source : SIASP, Insee. Traitement Insee et DGAFP, département des études et des statistiques.

Champ : FPT. Emplois principaux, tous statuts, situés en métropole et DOM (hors Mayotte), hors COM et étranger. Hors bénéficiaires de contrats aidés.

Taux d'administration France entière = 25,9 % ; France métropolitaine = 25,6 %

**Figure 1.2-11 : Taux d'administration de la fonction publique hospitalière par département au 31 décembre 2013**



Source : SIASP, Insee. Traitement Insee et DGAFP, département des études et des statistiques.

Champ : FPH. Emplois principaux, tous statuts, situés en métropole et DOM (hors Mayotte), hors COM et étranger. Hors bénéficiaires de contrats aidés.

Taux d'administration France entière = 16,2 % ; France métropolitaine = 16,3 %

Figure 1.3-1 : Répartition des effectifs physiques de la fonction publique de l'État entre ministères et établissements publics à caractère administratif au 31 décembre 2013 en France

	2013						Effectifs totaux (ministères + Épa) fin 2012	Évolution des effectifs totaux entre 2013 et 2012 (en %)
	Effectifs totaux (ministères + Épa)	Effectifs des ministères	Effectifs des Épa	Dont non-titulaires des Épa	Part des effectifs dans les Épa (en %)	dont effectifs dans les Épa en situation dérogatoire (en %) <sup>(1)</sup>		
Affaires étrangères	3 933	3 765	168	38	4,3	0,0	3 844	2,3
Agriculture, alimentation et forêt	45 332	32 177	13 155	10 013	29,0	5,9	45 423	-0,2
Culture et Communication	24 813	11 141	13 672	10 289	55,1	76,6	25 095	-1,1
Défense	281 025	272 764	8 261	4 541	2,9	35,5	289 619	-3,0
Écologie, développement durable et énergie	81 494	62 218	19 276	5 962	23,7	35,1	84 984	-4,1
Ministères économique et financier	164 568	152 486	12 082	6 890	7,3	78,0	168 154	-2,1
<i>Économie et finances</i>	162 985	150 903	12 082	6 890	7,4	78,0	168 154	-3,1
<i>Redressement productif</i>	1 583	1 583	-	-	-	-	-	-
Ministères de l'enseignement	1 310 638	999 691	310 947	141 736	23,7	3,9	1 296 838	1,1
Éducation nationale	1 052 590	990 491	62 099	58 667	5,9	0,0	1 036 705	1,5
Enseignement supérieur et Recherche	258 048	9 200	248 848	83 069	96,4	4,9	260 133	-0,8
Intérieur et outre-mer	285 864	283 634	2 230	1 515	0,8	51,2	282 665	1,1
<i>Police</i>	137 964	137 964	-	-	-	-	138 959	-0,7
<i>Outre-mer</i>	1 317	1 317	-	-	-	-	1 310	0,5
<i>Intérieur, autre</i>	146 583	144 353	2 230	1 515	1,5	51	142 396	2,9
Justice	78 167	77 321	846	336	1,1	15	78 331	-0,2
Services du Premier ministre	10 010	9 466	544	248	5,4	-	9 554	4,8
Ministères sociaux	99 644	21 378	78 266	66 899	78,5	80,3	97 581	2,1
<i>Affaires sociales et Santé</i>	34 530	11 065	23 465	13 789	68,0	46,1	-	-
<i>Travail, emploi, formation professionnelle et dialogue social</i>	62 304	10 313	51 991	51 875	83,4	99,9	-	-
Sports	2 810	-	2 810	1 235	100,0	3,3	-	-
<b>Total</b>	<b>2 385 488</b>	<b>1 926 041</b>	<b>459 447</b>	<b>248 467</b>	<b>19,3</b>	<b>23,2</b>	<b>2 382 088</b>	<b>0,1</b>

Source : SIASP, Insee. Traitement DGAFP, département des études et des statistiques.

Champ : emplois principaux, tous statuts, situés en métropole et DOM (hors Mayotte), hors COM et étranger. Hors bénéficiaires de contrats aidés.

Note : l'appellation des ministères renvoie à la nomenclature d'exécution de la loi de finances initiale de l'année. Les effectifs du budget annexe des publications officielles et de l'information administrative sont décomptés avec ceux des services du Premier ministre. Les effectifs du budget annexe de contrôle et exploitation aériens sont décomptés avec ceux du ministère de l'Écologie, Énergie, développement durable et énergie.

Note de lecture : 5,9 % des effectifs des Épa du ministère de l'Agriculture, alimentation et forêt relèvent d'un Épa dérogatoire.

(1) Épa en situation dérogatoire : Épa dans lequel le statut normal de recrutement est celui de non-titulaire, soit de droit public, soit, dans certains cas, de droit privé. La dérogation au principe selon lequel les emplois peuvent être pourvus par des non-titulaires concerne, selon les cas, tous les emplois de l'Épa (par exemple, Pôle emploi) ou certains emplois (par exemple, emplois de personnel ouvrier des Crous).

## 1.3 Fonction publique de l'État

Figure 1.3-2 : Effectifs physiques des établissements publics à caractère administratif par catégorie hiérarchique <sup>(1)</sup> au 31 décembre 2013 en France

	Statut	Catégorie A	Catégorie B	Catégorie C	Indéterminée	Ensemble	Part de femmes (en %)
Épa nationaux à recrutement de droit public non dérogatoires <sup>(2)</sup>	Fonctionnaires	123 043	32 521	36 475	253	192 292	48,9
	Contractuels	58 557	62 591	21 387	14 950	157 485	57,8
	Militaires et militaires volontaires	77	297	725	<5	1 102	69,5
	Autres catégories et statuts <sup>(4)</sup>	518	304	1 028	<5	1 854	26,4
	<b>Total</b>	<b>182 195</b>	<b>95 713</b>	<b>59 615</b>	<b>15 210</b>	<b>352 733</b>	<b>52,8</b>
	Part de femmes (en %)	43,2	63,6	64,0	56,2	52,8	
Épa nationaux à recrutement de droit public dérogatoires <sup>(2)</sup>	Fonctionnaires	2 376	4 521	6 523	130	13 550	53,8
	Contractuels	18 503	23 139	47 110	2 230	90 982	67,0
	Militaires et militaires volontaires	9	-	-	-	9	33,3
	Autres catégories et statuts <sup>(4)</sup>	1 182	26	963	<5	2 173	51,6
	<b>Total</b>	<b>22 070</b>	<b>27 686</b>	<b>54 596</b>	<b>2 362</b>	<b>106 714</b>	<b>65,0</b>
	Part de femmes (en %)	49,7	68,6	69,9	52,5	65,0	
Épa nationaux à recrutement de droit privé <sup>(3)</sup>	Fonctionnaires	35	-	-	-	35	34,3
	Contractuels	5 041	2 936	4 364	-	12 341	74,4
	Autres catégories et statuts <sup>(4)</sup>	1 563	-	5	-	1 568	59,9
	<b>Total</b>	<b>6 639</b>	<b>2 936</b>	<b>4 369</b>	<b>-</b>	<b>13 944</b>	<b>72,7</b>
	Part de femmes (en %)	58,9	81,4	87,7	-	72,7	

Source : SIASP, Insee. Traitement DGAFP, département des études et des statistiques.

Champ : emplois principaux, tous statuts, situés en métropole et DOM (hors Mayotte), hors COM et étranger. Hors bénéficiaires de contrats aidés.

(1) Certaines populations de contractuels peuvent avoir été mal identifiées et classées par défaut en catégorie C.

(2) Y compris les agents des établissements publics locaux d'enseignement (EPL) de l'Éducation nationale et les EPL de l'Enseignement agricole recrutés sur ressources propres, y compris les élèves fonctionnaires rémunérés durant leur formation (IRA, ÉNA, IUFM, École polytechnique, École nationale de la magistrature, etc.). Ne comprend pas les agents payés directement par l'État, notamment dans les établissements supérieurs d'enseignement (universités, par exemple).

(3) Caisse nationale de Sécurité sociale (Acos, Cnamts, CNAF, Cnavts) et Ecole nationale supérieure de sécurité sociale (En3s).

(4) La catégorie « autres catégories et statuts » recouvre principalement des enseignants et documentalistes des établissements privés sous contrat et des ouvriers d'État dans la FPE, des assistants maternels et familiaux dans la FPT, des médecins dans la FPH et des apprentis dans les trois versants.

Épa en situation dérogatoire : Épa dans lequel le statut normal de recrutement est celui de contractuel, soit de droit public, soit, dans certains cas, de droit privé. La dérogation au principe selon lequel les emplois peuvent être pourvus par des contractuels concerne, selon les cas, tous les emplois de l'Épa (par exemple, Pôle emploi) ou certains emplois (par exemple, emplois de personnel ouvrier des Crous).



Figure 1.3-3 : Effectifs physiques et en équivalents temps plein dans les ministères par statut au 31 décembre 2013 en France

	2012		2013									
	Effectifs physiques	ETP	Fonctionnaires		Contractuels		Militaires et militaires volontaires		Autres catégories et statuts <sup>(1)</sup>		Total	
			Effectifs physiques	ETP	Effectifs physiques	ETP	Effectifs physiques	ETP	Effectifs physiques	ETP	Effectifs physiques	ETP
Affaires étrangères	3 687	3 570	2 892	2 838	551	504	302	301	20	19	3 765	3 662
Agriculture, alimentation et forêt	32 563	30 642	23 993	23 180	3 593	2 907	-	-	4 591	4 163	32 177	30 251
Culture et Communication	11 148	10 767	9 541	9 317	1 598	1 440	<5	<5	<5	<5	11 141	10 759
Défense	281 334	274 659	35 317	34 395	7 156	6 765	206 664	205 525	23 627	23 595	272 764	270 280
Écologie, développement durable et énergie	69 996	68 130	52 195	50 821	3 321	3 023	358	358	6 344	6 333	62 218	60 535
Ministères économique et financier	156 000	148 148	145 488	139 647	6 636	5 321	49	47	313	303	152 486	145 319
<i>Économie et finances</i>	156 000	148 148	144 353	138 540	6 188	5 002	49	47	313	303	150 903	143 892
<i>Redressement productif</i>	-	-	1 135	1 107	448	319	-	-	-	-	1 583	1 427
Ministères de l'enseignement	988 132	941 620	788 611	764 341	75 794	56 523	9	9	135 277	126 051	999 691	946 925
<i>Éducation nationale</i>	975 264	929 294	780 674	756 756	74 537	55 380	5	5	135 275	126 049	990 491	938 190
<i>Enseignement supérieur et Recherche</i>	12 868	12 326	7 937	7 585	1 257	1 144	<5	<5	<5	<5	9 200	8 735
Intérieur et outre-mer	280 628	274 229	167 824	165 366	12 944	11 821	101 245	99 411	1 621	1 611	283 634	278 208
<i>Police</i>	138 959	136 758	126 690	125 606	10 282	9 283	100	100	892	889	137 964	135 878
<i>Outre-mer</i>	1 310	974	46	46	17	15	1 243	871	11	11	1 317	943
<i>Intérieur, autre</i>	140 359	136 497	41 088	39 714	2 645	2 522	99 902	98 440	718	711	144 353	141 388
Justice	77 498	74 542	71 469	69 574	5 816	4 673	24	24	12	8	77 321	74 278
Services du Premier ministre	8 988	8 639	7 184	7 038	2 241	2 056	29	29	12	11	9 466	9 134
Ministères sociaux	21 256	20 435	19 059	18 405	2 299	2 158	8	8	12	12	21 378	20 583
<i>Affaires sociales et santé</i>	-	-	9 586	9 307	1 461	1 372	8	8	10	10	11 065	10 697
<i>Travail, emploi, formation professionnelle et dialogue social</i>	21 256	20 435	9 473	9 098	838	786	-	-	<5	<5	10 313	9 886
<b>Total</b>	<b>1 931 230</b>	<b>1 855 381</b>	<b>1 323 573</b>	<b>1 284 922</b>	<b>121 949</b>	<b>97 191</b>	<b>308 689</b>	<b>305 713</b>	<b>171 830</b>	<b>162 107</b>	<b>1 926 041</b>	<b>1 849 932</b>
<b>Total hors enseignants</b>	<b>1 060 752</b>	<b>1 020 066</b>	<b>630 514</b>	<b>612 753</b>	<b>73 696</b>	<b>59 530</b>	<b>308 681</b>	<b>305 705</b>	<b>32 366</b>	<b>32 257</b>	<b>1 045 257</b>	<b>1 010 244</b>

Source : SIASP, Insee. Traitement DGAFP, département des études et des statistiques.

Champ : emplois principaux, tous statuts, situés en métropole et DOM (hors Mayotte), hors COM et étranger. Hors bénéficiaires de contrats aidés.

Note : l'appellation des ministères renvoie à la nomenclature d'exécution de la loi de finances initiale de l'année. Les effectifs du budget annexe des publications officielles et de l'information administrative sont décomptés avec ceux des services du Premier ministre. Les effectifs du budget annexe de contrôle et exploitation aériens sont décomptés avec ceux du ministère de l'Écologie, Énergie, développement durable et énergie.

(1) La catégorie « autres catégories et statuts » recouvre principalement des enseignants et documentalistes des établissements privés sous contrat et des ouvriers d'État dans la FPE, des assistants maternels et familiaux dans la FPT, des médecins dans la FPH et des apprentis dans les trois versants.

## 1 I.3 Fonction publique de l'État

Figure 1.3-4 : Effectifs physiques des enseignants par type d'employeur et ministère au 31 décembre 2013 en France

		Enseignants <sup>(1)</sup>	Hors enseignants	Part des enseignants (en %)	Part de fonctionnaires parmi les enseignants (en %)
<b>Ministères</b>	Agriculture, alimentation et forêt	11 662	20 515	36,2	60,7
	Culture et Communication	1 167	9 974	10,5	74,9
	Ministères de l'enseignement	864 567	135 124	86,5	78,9
	<i>Éducation nationale</i>	861 299	129 192	87,0	78,8
	<i>Enseignement supérieur</i>	3 268	5 932	35,5	91,1
	Autres ministères	3 388	879 644	0,4	99,0
	<b>Total</b>	<b>880 784</b>	<b>1 045 257</b>	<b>45,7</b>	<b>78,7</b>
<b>Épa</b>	Agriculture, alimentation et forêt	1 694	11 461	12,9	15,9
	Culture et Communication	825	12 847	6,0	1,0
	Ministères de l'enseignement	82 248	228 699	26,5	85,0
	<i>Éducation nationale</i>	4 162	57 937	6,7	34,4
	<i>Enseignement supérieur</i>	78 086	170 762	31,4	87,7
	Autres ministères	1 560	120 113	1,3	54,5
	<b>Total</b>	<b>86 327</b>	<b>373 120</b>	<b>18,8</b>	<b>82,3</b>
<b>Total FPE</b>	<b>967 111</b>	<b>1 418 377</b>	<b>40,5</b>	<b>79,0</b>	

Source : SIASP, Insee. Traitement DGAFP, département des études et des statistiques.

Champ : emplois principaux, tous statuts, situés en métropole et DOM (hors Mayotte), hors COM et étranger. Hors bénéficiaires de contrats aidés.

Note : l'appellation des ministères renvoie à la nomenclature d'exécution de la loi de finances initiale de l'année.

(1) Y compris élèves enseignants ; hors chercheurs, directeurs d'établissement, inspecteurs, personnels d'orientation et de surveillance.

Figure 1.3-5 : Effectifs physiques des agents civils <sup>(1)</sup> des ministères par région et ministère au 31 décembre 2013 en France

	Ministères de l'enseignement	Intérieur et outre-mer	Ministères économique et financier	Justice	Écologie, développement durable et énergie	Défense	Agriculture, alimentation et forêt	Autres ministères <sup>(2)</sup>	Total, agents civils
Alsace	27 627	4 577	3 723	2 366	764	1 379	571	719	41 726
Aquitaine	45 787	7 704	6 543	3 675	5 825	3 621	1 726	1 492	76 373
Auvergne	19 647	2 614	3 171	1 426	1 850	1 695	1 333	659	32 395
Basse-Normandie	22 010	2 135	2 836	1 656	1 664	1 411	914	618	33 244
Bourgogne	24 306	3 231	3 399	3 121	662	1 476	1 464	737	38 396
Bretagne	47 589	5 356	6 498	2 757	8 754	3 980	2 653	1 241	78 828
Centre	36 449	4 569	4 697	2 442	3 749	1 953	1 361	1 021	56 241
Champagne-Ardenne	21 052	3 025	2 842	1 528	1 548	1 702	875	575	33 147
Corse	4 504	1 292	944	553	149	686	228	288	8 644
Franche-Comté	18 464	2 078	2 388	1 006	547	1 035	802	544	26 864
Haute-Normandie	28 516	4 078	3 783	1 927	429	1 687	564	704	41 688
Île-de-France	188 951	66 359	43 530	17 264	16 908	12 244	3 497	22 359	371 112
Languedoc-Roussillon	38 316	6 706	6 017	2 784	551	2 202	1 649	1 129	59 354
Limousin	10 120	1 707	1 714	813	414	1 042	851	526	17 187
Lorraine	36 138	5 903	4 675	3 324	3 113	2 109	847	1 017	57 126
Midi-Pyrénées	42 425	6 077	6 416	3 063	1 474	3 874	2 598	1 261	67 188
Nord-Pas-de-Calais	68 025	11 783	7 959	5 334	686	2 780	960	1 387	98 914
Pays de la Loire	53 646	4 933	7 425	2 881	1 504	2 697	2 465	2 139	77 690
Picardie	30 526	2 606	3 298	2 100	487	1 273	741	736	41 767
Poitou-Charentes	24 729	2 815	3 858	1 731	1 642	1 607	1 208	729	38 319
Provence-Alpes-Côte-d'Azur	71 761	14 865	10 374	6 823	9 873	4 406	1 213	2 140	121 455
Rhône-Alpes	97 935	13 107	12 364	5 825	2 767	4 902	2 850	2 461	142 211
<b>Total Métropole</b>	<b>958 523</b>	<b>177 520</b>	<b>148 454</b>	<b>74 399</b>	<b>65 360</b>	<b>59 761</b>	<b>31 370</b>	<b>44 482</b>	<b>1 559 869</b>
Guadeloupe	8 398	1 270	1 196	726	36	528	206	256	12 616
Martinique	7 957	1 175	1 107	645	238	550	212	191	12 075
Guyane	6 338	921	430	436	205	503	141	146	9 120
Réunion	18 466	1 503	1 250	1 091	261	518	248	335	23 672
DOM	41 159	4 869	3 983	2 898	740	2 099	807	928	57 483
<b>Total Métropole + DOM</b>	<b>999 682</b>	<b>182 389</b>	<b>152 437</b>	<b>77 297</b>	<b>66 100</b>	<b>61 860</b>	<b>32 177</b>	<b>45 410</b>	<b>1 617 352</b>

Source : SIASP, Insee. Traitement DGAFP, département des études et des statistiques.

Champ : emplois principaux, tous statuts, situés en métropole et DOM (hors Mayotte), hors COM et étranger. Hors bénéficiaires de contrats aidés.

(1) Hors militaires et militaires volontaires.

(2) Les autres ministères regroupent les ministères suivants : Affaires étrangères, Culture et Communication, Affaires sociales et santé, Travail, emploi, formation professionnelle et dialogue social, Sports et Services du Premier ministre.

## 1.3 Fonction publique de l'État


**Figure 1.3-6 : Évolution des effectifs physiques des ministères et leurs Épa rattachés entre le 31 décembre 2002 et 31 décembre 2013 en France**

		2012	2013	Évolution annuelle moyenne sur 2013/2002 (en %)	Évolution 2013/2012 (en %)
Affaires étrangères	Ministère	3 687	3 765	-1,1	2,1
	Épa	157	168	-24,7	7,0
	<b>Total</b>	<b>3 844</b>	<b>3 933</b>	<b>-6,3</b>	<b>2,3</b>
Agriculture, alimentation et forêt	Ministère	32 563	32 177	-2,7	-1,2
	Épa	12 860	13 155	-5,2	2,3
	<b>Total</b>	<b>45 423</b>	<b>45 332</b>	<b>-3,5</b>	<b>-0,2</b>
Culture et Communication	Ministère	11 148	11 141	-2,5	-0,1
	Épa	13 947	13 672	5,3	-2,0
	<b>Total</b>	<b>25 095</b>	<b>24 813</b>	<b>0,9</b>	<b>-1,1</b>
Défense	Ministère	281 334	272 764	-3,5	-3,0
	Épa	8 285	8 261	4,5	-0,3
	<b>Total</b>	<b>289 619</b>	<b>281 025</b>	<b>-3,4</b>	<b>-3,0</b>
Écologie, développement durable et énergie	Ministère	69 996	62 218	-5,4	-11,1
	Épa	14 988	19 276	2,9	28,6
	<b>Total</b>	<b>84 984</b>	<b>81 494</b>	<b>-4,1</b>	<b>-4,1</b>
Ministères économique et financier	Ministère	156 000	152 486	-2,2	-2,3
	Épa	12 154	12 082	0,9	-0,6
	<b>Total</b>	<b>168 154</b>	<b>164 568</b>	<b>-2,0</b>	<b>-2,1</b>
Ministères de l'enseignement	Ministère	988 132	999 691	-2,7	1,2
	Épa	308 706	310 947	11,8	0,7
	<b>Total</b>	<b>1 296 838</b>	<b>1 310 638</b>	<b>-0,9</b>	<b>1,1</b>
Intérieur et outre-mer	Ministère	280 628	283 634	3,2	1,1
	Épa	2 037	2 230	31,0	9,5
	<b>Total</b>	<b>282 665</b>	<b>285 864</b>	<b>3,2</b>	<b>1,1</b>
Justice	Ministère	77 498	77 321	1,1	-0,2
	Épa	833	846	-1,3	1,6
	<b>Total</b>	<b>78 331</b>	<b>78 167</b>	<b>1,1</b>	<b>-0,2</b>
Services du Premier ministre	Ministère	8 988	9 466	9,5	5,3
	Épa	566	544	-9,4	-3,9
	<b>Total</b>	<b>9 554</b>	<b>10 010</b>	<b>6,4</b>	<b>4,8</b>
Ministères sociaux	Ministère	21 256	21 378	-4,7	0,6
	Épa	76 325	78 266	4,7	2,5
	<b>Total</b>	<b>97 581</b>	<b>99 644</b>	<b>1,6</b>	<b>2,1</b>
Total Métropole + DOM	Ministère	1 931 230	1 926 041	-2,1	-0,3
	Épa	450 858	459 447	7,5	1,9
	<b>Total</b>	<b>2 382 088</b>	<b>2 385 488</b>	<b>-0,9</b>	<b>0,1</b>
Total métropole + DOM (Hors ministères de l'enseignement)	Ministère	943 098	926 350	-1,4	-1,8
	Épa	142 152	148 500	2,3	4,5
	<b>Total</b>	<b>1 085 250</b>	<b>1 074 850</b>	<b>-1,0</b>	<b>-1,0</b>

Source : FGE, SIASP, Insee. Traitement DGAFP, département des études et des statistiques.

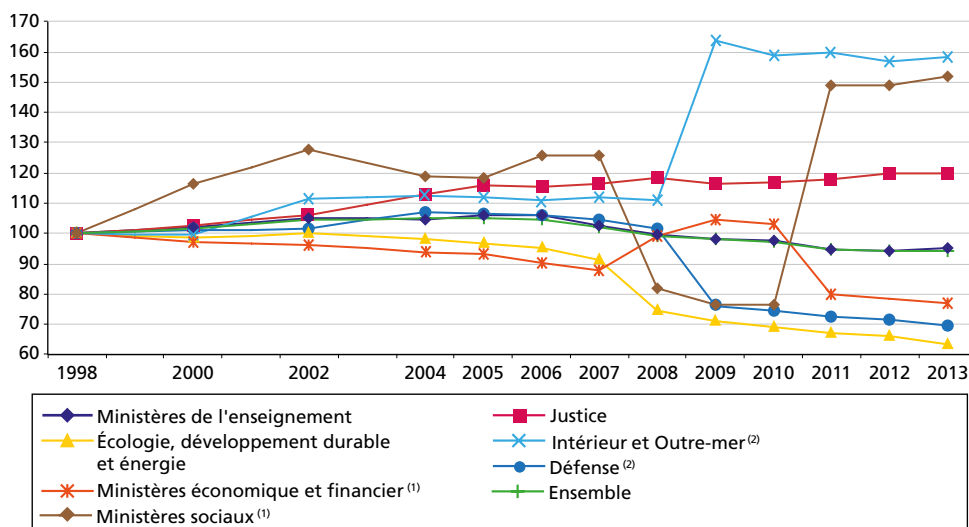
Champ : emplois principaux, tous statuts, situés en métropole et DOM (hors Mayotte), hors COM et étranger. Hors bénéficiaires de contrats aidés.

Note : les périmètres des ministères varient selon les années. Pour permettre les comparaisons dans le temps, on procède à certains regroupements :

- les ministères économique et financier comprennent les ministères de l'Économie et des finances et du redressement productif.
- les ministères de l'enseignement correspondent à l'Éducation nationale, jeunesse et vie associative et à l'Enseignement supérieur et de la Recherche ;
- les ministères sociaux correspondent aux Affaires sociales et santé, au Travail, emploi, formation professionnelle et dialogue social et aux Sports.
- les ministères de l'Intérieur et de l'Outre-mer ont également été regroupés.
- les autres appellations des ministères renvoient à la nomenclature d'exécution de la loi de finances initiale de la dernière année considérée.

Les effectifs du budget annexe des publications officielles et de l'information administrative sont décomptés avec ceux des services du Premier ministre. Les effectifs du budget annexe de contrôle et exploitation aériens sont décomptés avec ceux du ministère de l'Écologie, Développement durable et énergie.

Figure 1.3-7 : Évolution des effectifs physiques de la FPE dans les principaux ministères de 1998 à 2013



Sources : FGE, Colter, DADS, SIASP, Insee; enquêtes SAE, Drees. Traitement DGAFP, département des études et des statistiques. Champ : emplois principaux, tous statuts. Hors bénéficiaires de contrats aidés. France entière = Métropole et DOM (hors COM et étranger).

Note : les périmètres des ministères varient selon les années. Pour permettre les comparaisons dans le temps, on procède à certains regroupements :

- les ministères économique et financier comprennent les ministères du Budget, Comptes publics, Fonction publique et Réforme de l'État et de l'Économie, finances et Industrie ;
- les ministères de l'enseignement correspondent à l'Éducation nationale, jeunesse et vie associative et à l'Enseignement supérieur et à la Recherche ;
- les autres appellations des ministères renvoient à la nomenclature d'exécution de la loi de finances initiale de la dernière année considérée.

Les effectifs du budget annexe des publications officielles et de l'information administrative sont décomptés avec ceux des services du Premier ministre. Les effectifs du budget annexe de contrôle et exploitation aériens sont décomptés avec ceux du ministère de l'Écologie, Développement durable, transports et logement.

(1) Le ministère de l'Emploi, sous tutelle des ministères économique et financier depuis 2008, est rattaché au ministère du Travail, Santé et Emploi au cours de l'année 2011.

(2) Les effectifs du programme 152 Gendarmerie nationale ont été transférés du ministère de la Défense vers le ministère de l'Intérieur, de l'Outre-mer, Collectivités territoriales et immigration au cours de l'année 2009.

Figure 1.3-8 : Effectifs physiques des agents des ministères par statut entre fin 2002 et fin 2013 en France

	2012	2013	Évolution annuelle moyenne 2013-2002 (en %)	Évolution 2013-2012 (en %)
Fonctionnaires	1 338 385	1 323 573	-2,3	-1,1
Contractuels	106 026	121 949	-4,3	15,0
Militaires	312 063	308 689	-0,3	-1,1
Autres catégories et statuts (1)	174 756	171 830	-1,5	-1,7
<b>Total ministères</b>	<b>1 931 230</b>	<b>1 926 041</b>	<b>-2,1</b>	<b>-0,3</b>

Source : FGE, SIASP, Insee. Traitement DGAFP, département des études et des statistiques.

Champ : emplois principaux, tous statuts, situés en métropole et DOM (hors Mayotte), hors COM et étranger. Hors bénéficiaires de contrats aidés.

(1) La catégorie «autres catégories et statuts» recouvre principalement des enseignants et documentalistes des établissements privés sous contrat et des ouvriers d'État dans la FPE, des assistants maternels et familiaux dans la FPT, des médecins dans la FPH et des apprentis dans les trois versants.

### 1 1.4 Fonction publique de l'État : périmètres de décompte des effectifs dans les ministères et emplois en loi de finances

#### Périmètre de décompte des effectifs dans les ministères

Selon les concepts établis par la DGAFP, les effectifs des ministères peuvent s'évaluer sous différents angles selon que l'on s'intéresse à l'**effectif payé sur le plafond d'emplois du ministère**, à l'**effectif « en fonction dans le ministère »** (que l'agent soit ou non rémunéré sur le plafond d'emplois) ou à l'**effectif « géré par le ministère »** (que l'agent soit ou non inclus dans le plafond d'emplois, et qu'il soit ou non en fonction). L'agent est considéré comme étant géré par le ministère si ce dernier gère sa carrière (organisation du recrutement, des promotions, etc.) : on s'intéresse donc ici à la gestion au sens « strict » du terme, ou gestion « statutaire ». Par ailleurs, le ministère est défini comme l'ensemble des services centraux et déconcentrés, hors les établissements publics administratifs (Épa) sous sa tutelle. Ainsi, les mêmes concepts peuvent s'appliquer aux Épa au sein desquels on distingue : les effectifs payés sur le budget de l'établissement (subventions de l'État et ressources propres), les effectifs en fonction dans l'établissement et les effectifs gérés par l'établissement (corps propres à l'établissement et non-titulaires).

Les trois notions « payés », « en fonction », « gérés » ne se recoupent pas nécessairement. La connaissance des effectifs « en fonction » et « gérés » nécessite une enquête particulière auprès des services gestionnaires des ministères. En effet, il faut prendre en compte les **informations de gestion qui retracent la position statutaire de l'agent, non disponible au travers des seuls « retours payés »**. Par exemple, un agent mis à disposition d'un ministère est en fonction dans ce ministère ; il peut être ou non rémunéré sur le plafond d'emplois du ministère d'accueil (cas de la délégation de gestion dans le cas positif), et reste géré par son administration d'origine (voir schéma explicatif suivant).

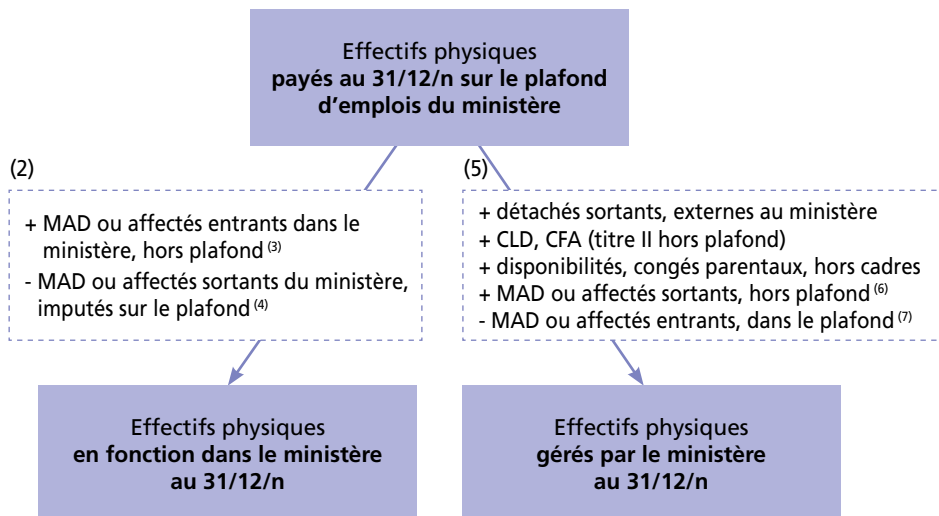
Les résultats au 31 décembre 2013 présentés dans la suite de cette fiche thématique sont issus de l'enquête annuelle TEMS (Transparence de l'emploi et mobilité statutaire dans la FPE) menée par le département des études et des statistiques de la DGAFP (voir l'encadré Définitions et méthodes ci-dessous).

Fin 2013, sur le champ des ministères, l'écart d'effectifs entre les trois périmètres de décompte s'explique essentiellement par le nombre de détachements, de disponibilités et par le nombre de mises à disposition importants aux ministères de l'enseignement et à l'Écologie, développement durable, transports et logement du fait de la deuxième vague de décentralisation. En effet, plus d'un tiers des détachements sortants des ministères de l'enseignement sont à relier aux transferts des personnels ouvriers en position de détachement longue durée auprès d'une collectivité territoriale. Les mises à disposition sortantes du ministère de l'Écologie, développement durable, transports et logement résultent, quant à elles, en grande majorité du transfert des parcs des Directions Départementales des Territoires (ex Directions Départementales de l'Équipement D.D.E) vers les Conseils Généraux. Dans ces cas précis, la position de mise à disposition précède l'intégration des personnels au sein la FPT (situation où les agents exercent leur droit d'option) ou le détachement sans limitation de durée, vers lequel basculent automatiquement les agents au bout de deux ans. Hors effet décentralisation, les mises à disposition jouent peu dans l'explication des écarts d'effectifs entre les trois périmètres.

Le ministère de la Défense qui, en raison de ses missions, gère des militaires affectés hors du ministère et rémunérés « hors budget Défense » mérite également d'être distingué.

Le même raisonnement peut s'appliquer aux établissements publics administratifs. Les effectifs « payés » sont ceux dont la rémunération s'impute sur le budget propre de l'établissement (subventions de l'État et ressources propres). Les effectifs « en fonction » dans l'Épa tiennent compte des personnels affectés ou mis à disposition gratuitement. Les effectifs « gérés » par l'Épa correspondent aux corps propres à l'établissement dont ce dernier organise le recrutement et la promotion, aux non-titulaires recrutés directement par l'Épa et, le cas, échéant aux bénéficiaires de contrats aidés.

### Passage des effectifs payés sur plafond d'emplois du ministère<sup>(1)</sup> à ses effectifs en fonction et gérés



(1) Ici ministère au sens strict : administration centrale et services déconcentrés, hors établissements publics sous tutelle.

(2) + : ajout des effectifs en fonction, non comptabilisés dans le plafond d'emplois du ministère ;  
 - : retrait des effectifs inclus dans le plafond d'emplois du ministère et en fonction hors du ministère.

(3) Remboursement sur titre II hors plafond, ou titre III, ou sans remboursement.

(4) Remboursement sur titre II ou sans remboursement, par exemple personnels à destination des établissements publics administratifs sous tutelle du ministère (écoles de formation, etc.).

(5) + : ajout des effectifs gérés, non comptabilisés dans le plafond d'emplois du ministère, éventuellement inclus dans le titre II des dépenses de personnel mais hors plafond,  
 - : retrait des effectifs inclus dans le plafond d'emplois du ministère et non gérés par lui.

(6) Rémunération imputée sur le titre II d'un autre ministère (personnel payé directement par cet autre ministère ou par le ministère d'origine dans le cadre d'une délégation de gestion ou d'un transfert d'emplois en gestion) ou sur le budget d'une entité autre qu'un ministère.

(7) Rémunération imputée sur le titre II du ministère (payés directement par le ministère d'accueil ou payés par le ministère d'origine dans le cadre d'une délégation de gestion).

## L'enquête TEMS

L'Enquête TEMS permet à la fois :

- de distinguer les différents périmètres de décompte des effectifs au sein d'un ministère (administration centrale et services déconcentrés) et de ses établissements publics ;
- et de mesurer la mobilité statutaire des agents des ministères (voir à ce sujet la Fiche thématique 4.7 Mobilité et promotion sociale des agents de la fonction publique).

Pour la partie « Transparence de l'emploi » dont les résultats au 31 décembre 2013 sont présentés dans cette fiche, le questionnaire d'enquête prévoit la répartition des effectifs « payés », « en fonction » et « gérés » par statut (titulaires, non titulaires, ouvriers d'État et militaires) et catégorie hiérarchique. Pour les établissements publics, seule une ventilation par statut est demandée. La synthèse des réponses des ministères présentée ici porte sur les effectifs totaux déclarés, sans distinction du statut ou de la catégorie hiérarchique.

Les données sur la « Transparence de l'emploi » au 31 décembre 2013 n'ont pas été transmises par le ministère de la Culture et certains services du Premier ministre.

## 1.4 Fonction publique de l'État : périmètres de décompte des effectifs dans les ministères et emplois en loi de finances

Figure 1.4-1 : Effectifs physiques « en fonction dans » et « gérés par » les établissements publics administratifs au 31 décembre 2013 (résultats partiels) [1<sup>ère</sup> partie]

Ministères	Effectifs physiques payés sur le plafond d'emplois du ministère	Effectifs physiques en fonction dans le ministère <sup>(1)</sup>	Effectifs physiques gérés par le ministère <sup>(2)</sup> , dont :		
			Total	En position de détachement externe, MAD ou affectés sortants du ministère <sup>(3)</sup>	En disponibilité, congé parental, congé longue durée (CLD), congé de fin d'activité (CFA), hors cadres
Affaires étrangères et européennes	14 839	14 680	14 254	402	259
Agriculture, Alimentation et Pêche	32 535 <sup>(4)</sup>	32 322	41 374	7 392 <sup>(5)</sup>	1 285
Ministères économique et financier	156 245	155 825	169 714 <sup>(6)</sup>	4 212	4 236
<i>Ministères économiques et financiers</i>	152 392	152 077	165 457	4 025	3 983
<i>Caisse des dépôts</i>	3 853	3 748	4 257	187	253
Culture et Communication	nd	nd	nd	nd	nd
Défense					
<i>Personnels civils</i>	64 190	64 533	71 319	5 021	1 677
<i>Personnels militaires</i>	211 730	213 145	235 465	2 068	31
Écologie, développement durable, transports et logement					
<i>Aviation civile</i>	10 942	11 264	11 264	107	165
<i>Hors Aviation civile</i>	51 948 <sup>(6)</sup>	47 406	65 491	18 991	2 473
<i>CGET (ex Datar)<sup>(7)</sup></i>	141	141	72	0	2

Source : enquête annuelle *Transparence de l'emploi et mobilité statutaire (TEMS)*, DGAFP, Département des études et des statistiques.

Champ : emplois principaux, tous statuts.

nd : données non disponibles, non communiquées ou manquantes.

Note : les périmètres des ministères varient selon les années. Pour permettre les comparaisons dans le temps, on procède à certains regroupements :

- les ministères économiques et financiers correspondent au ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, qui a été éclaté en deux ministères en 2008 : Budget, Comptes publics et Fonction publique, d'une part, et Économie, Finances et Industrie, d'autre part.
- les ministères de l'enseignement correspondent à l'Éducation nationale, à l'Enseignement supérieur et Recherche.
- les ministères sociaux correspondent à la Santé et Sports, au Travail, Relations sociales Famille et Solidarités et Ville.

Les autres appellations des ministères renvoient à la nomenclature d'exécution de la loi de finances initiale de la dernière année considérée.

(1) Ministère ici entendu au sens strict : administration centrale et services déconcentrés, hors établissements publics sous tutelle. Y compris éventuellement effectif rémunéré sur le titre II des dépenses de personnel, hors plafond d'emplois (CLD, CFA, notamment).

(2) Gestion au sens « statutaire » : organisation des concours, des promotions, etc.

(3) Le détachement est qualifié d'externe si l'agent est en fonction hors du ministère. Les mis à disposition et affectés sortants peuvent être en fonction dans l'un des établissements publics sous tutelle du ministère.

(4) Y compris maîtres de l'enseignement agricole privé (4 655) (inclus dans le plafond d'emplois du ministère à compter de 2006). Non-titulaires sur emploi occasionnel ou saisonnier valorisés à partir des ETPT consommés sur 2013.

(5) Y compris les agents gérés par le ministère et affectés à l'ONF (ÉPIC).

(6) Non-titulaires sur emploi occasionnel et saisonnier valorisés en ETPT.

(7) Depuis le 31 mars 2014, la Datar a fusionné avec le Secrétariat général du Civ et l'Agence nationale pour la cohésion sociale (Acse) au sein du Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET). Elle est placée sous l'autorité du Premier ministre et est mise à disposition de la ministre de l'Égalité du territoire et du logement. Les agents titulaires sont gérés par la Direction des services administratifs et financiers du Premier ministre.



Figure 1.4-1 : Effectifs physiques « en fonction dans » et « gérés par » les établissements publics administratifs au 31 décembre 2013 (résultats partiels) [2<sup>ème</sup> partie]

Ministères	Effectifs physiques payés sur le plafond d'emplois du ministère	Effectifs physiques en fonction dans le ministère <sup>(1)</sup>	Effectifs physiques gérés par le ministère <sup>(2)</sup> , dont :		
			Total	En position de détachement externe, MAD ou affectés sortants du ministère <sup>(3)</sup>	En disponibilité, congé parental, congé longue durée (CLD), congé de fin d'activité (CFA), hors cadres
Ministères de l'enseignement	1 003 956 <sup>(8)</sup>	1 003 370	1 166 769	28 817 <sup>(9)</sup>	27 642 <sup>(10)</sup>
Intérieur, outre-mer, collectivités territoriales et immigration					
<i>Police nationale</i>	142 456	141 709	127 167	840	1 408
<i>Hors Police nationale</i>	129 887 <sup>(11)</sup>	128 362	150 858	1 788	1 371
Justice et libertés	75 892	75 828	77 900	1 252	1 534
Ministères sociaux					
<i>Santé et Sports</i>	11 106	10 156	11 842	2 715	582
<i>Travail, Relations sociales, Famille et Solidarité et Ville</i>	10 302	10 045	10 836	576	277
Services du Premier ministre (résultats partiels)					
<i>Services généraux (DSAF, SGG, SIG, CSA, médiateur de la République, SGAE, CAS, CAE, COR, etc.)</i>	nd	nd	nd	nd	nd
<i>SGDSN <sup>(12)</sup></i>	554	555	422 <sup>(13)</sup>	1	0
<i>Dila</i>	756	756	759	0	5
<i>Cour des comptes</i>	1 735	1 734	2 011	230	55
<i>Conseil d'État</i>	nd	nd	nd	nd	nd

Source : enquête annuelle *Transparence de l'emploi et mobilité statutaire (TEMS)*, DGAFP, Département des études et des statistiques.

Champ : emplois principaux, tous statuts.

nd : données non disponibles, non communiquées ou manquantes.

Note : les périmètres des ministères varient selon les années. Pour permettre les comparaisons dans le temps, on procède à certains regroupements :

- les ministères économiques et financiers correspondent au ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, qui a été éclaté en deux ministères en 2008 : Budget, Comptes publics et Fonction publique, d'une part, et Économie, Finances et Industrie, d'autre part.

- les ministères de l'enseignement correspondent à l'Éducation nationale, à l'Enseignement supérieur et Recherche.

- les ministères sociaux correspondent à la Santé et Sports, au Travail, Relations sociales Famille et Solidarités et Ville.

Les autres appellations des ministères renvoient à la nomenclature d'exécution de la loi de finances initiale de la dernière année considérée.

(1) Ministère ici entendu au sens strict : administration centrale et services déconcentrés, hors établissements publics sous tutelle. Y compris éventuellement effectif rémunéré sur le titre II des dépenses de personnel, hors plafond d'emplois (CLD, CFA, notamment).

(2) Gestion au sens « statutaire » : organisation des concours, des promotions, etc.

(3) Le détachement est qualifié d'externe si l'agent est en fonction hors du ministère. Les mis à disposition et affectés sortants peuvent être en fonction dans l'un des établissements publics sous tutelle du ministère.

(8) Y compris maîtres de l'enseignement privé sous contrat.

(9) Dont notamment 26 603 détachements sortants externes, 684 mises à disposition sortantes, 1 528 affectés en dehors du périmètre de gestion du ministère du ministère.

(10) Hors CLD.

(11) Y compris les personnels rattachés au programme Police (n° 176) dont la gestion est assurée par la DRH Hors Police.

(12) SGDSN : Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale.

(13) Écart entre effectifs en fonction et gérés dû aux militaires gérés par la Défense mais sur budget SGDSN.

## 1.4 Fonction publique de l'État : périmètres de décompte des effectifs dans les ministères et emplois en loi de finances

**Tableau 1.4-2 : Effectifs physiques « en fonction dans » et « gérés par » les établissements publics administratifs au 31 décembre 2013 (résultats partiels)**

Ministères de tutelle	Effectifs physiques payés sur le budget de l'EP <sup>(1)</sup>	Effectifs en fonction dans l'EP <sup>(2)</sup>	Effectifs gérés par l'EP <sup>(3)</sup>	Part des non-titulaires dans les effectifs gérés par l'EP (en %)	Épa concernés <sup>(4)</sup>
Affaires étrangères et européennes	nd	nd	nd		
Agriculture, Alimentation et Pêche	2 948 <sup>(5)</sup>	3 004	2 944	35,4	ASP, ODEADOM, INAO, INFOMA, CNPF
Ministères économiques et financiers	3 043	4 093	3 115	93,4	École des Mines, Institut Mines-Télécom, Masse des douanes, Agence Nationale des Fréquences, FNPCA
Culture et Communication	nd	nd	nd	nd	nd
Défense	7 155	7 155	6 935	39,1	Exhaustif
Écologie, développement durable, transports et logement :					
<i>Aviation civile</i>	925	933	933	14,6	ENAC
<i>Hors Aviation civile</i>	nd	nd	nd	nd	
Ministères de l'enseignement	238 550	265 709 <sup>(6)</sup>	208 400	33,4	ÉPN, EPST, EPCSPC <sup>(7)</sup>
Intérieur et Collectivités territoriales :					
<i>Police nationale</i>	125	872	89	7,9	INPS, ENSP
<i>Hors Police nationale</i>	1 842	1 842	1 562	69,9	ANTAI, ANTS, CNAPS, ENSOSP, OFII, OFPRA
Ministères sociaux :					
<i>Santé et Sports</i>	7 652	7 841	7 783	16	ARS
<i>Travail, Relations sociales, Famille et Solidarité et Ville</i>	nd	nd	nd	nd	
Justice et libertés	320	225	225	19,1	Énap
Premier du Premier ministre :					
SGDSN <sup>(8)</sup>	158	170	145	42,1	IHEDN, INHESJ

Source : enquêtes annuelles Transparence de l'emploi et mobilité statutaire (TEMS), DGAFF, Département des études et des statistiques.

Champ : ensemble des établissements publics administratifs, fonctionnaires et contractuels, hors militaires et emplois aidés.

nd : données non disponibles, non communiquées ou manquantes.

Note : les périmètres des ministères varient selon les années. Pour permettre les comparaisons dans le temps, on procède à certains regroupements :

- les ministères économiques et financiers correspondent au ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, qui a été éclaté en deux ministères en 2008 : Budget, Comptes publics et Fonction publique, d'une part, et Économie, Finances et Industrie, d'autre part.
- les ministères de l'enseignement correspondent à l'Éducation nationale, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche ;
- les ministères sociaux correspondent à la Santé, Jeunesse et Sports, au Travail, Relations sociales et Solidarités.

Les autres appellations des ministères renvoient à la nomenclature d'exécution de la loi de finances initiale de la dernière année considérée.

(1) Subventions versées par l'État et ressources propres.

(2) Prise en compte des personnels mis à disposition ou affectés gratuitement.

(3) Prise en compte des personnels mis à disposition ou affectés, gérés par leur administration d'origine.

(4) La réponse à l'enquête a pu être incomplète ; seuls sont donc repris ici les Épa pour lesquels le ministère a répondu.

(5) Le ministère déclare par ailleurs 6192 agents payés sur le budget de l'ONF, 16 sur le budget de l'agence BIO au 31 décembre 2013.

(6) Y compris les 97 619 personnels BIATSS des EPSCP (57 247 fonctionnaires et 40 372 contractuels en fonction dans un de ces établissements au 31 décembre 2013).

(7) Enseignants-chercheurs et enseignants dans les établissements d'enseignement supérieur (y compris ceux des disciplines de santé et les corps spécifiques des grands établissements).

(8) SGDSN : Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale.

## Emplois en loi de finances

Depuis l'entrée en vigueur de la loi organique relative aux lois de finances (LOLF) le 1<sup>er</sup> janvier 2006, les parlementaires votent, en parallèle des crédits relatifs aux dépenses de personnel (titre II des dépenses de l'État) et un plafond d'autorisation d'emplois par ministère exprimé en équivalents temps plein travaillés (ETPT).

En 2015, le plafond des autorisations d'emplois ministériels s'établit à 1 889 490 ETPT (- 0,3 %) auxquels s'ajoutent 11 609 ETPT pour les budgets annexes (- 1,2 %). Au total, le plafond d'emplois pour 2015 s'élève donc à 1 901 099 ETPT, soit une baisse globale de 5 325 ETPT par rapport au plafond tel qu'il résultait de la loi de finances rectificatives pour l'année 2014. Cette baisse s'explique pour 1 263 ETPT par l'effet des suppressions d'emplois, pour 3 462 ETPT par l'impact des mesures de transfert (entre ministères ou vers le budget d'opérateurs) et de périmètre, et pour 600 ETPT par un ajustement technique du plafond. Hors effet des mesures de transfert, le plafond d'emplois pour 2015 se réduit donc de 0,1% par rapport à 2014 après -0,2 % en 2014 par rapport à 2013.

La variation des ETPT hors mesures de transfert et de périmètre et corrections techniques est la conséquence, d'une part, de l'extension en année pleine des suppressions d'emplois votées en LFI 2014 (à hauteur de - 2 095 ETPT) et, d'autre part, de l'effet sur 2015 des schémas d'emplois ministériels votés en LFI 2015.

Depuis 2009, et comme prévu par l'article 64 de la loi de finances pour 2008, le plafond d'emplois des opérateurs de l'État est fixé chaque année en loi de finances. Ce

plafond couvre l'ensemble des emplois rémunérés par les opérateurs, à l'exception des emplois temporaires financés intégralement par des ressources propres. Le champ des opérateurs de l'État, notion née avec la mise en œuvre de la LOLF, est plus large que celui des établissements publics administratifs (voir l'encadré Définitions et méthodes). À titre d'information, le plafond des autorisations d'emplois des opérateurs de l'État, exprimé en équivalents temps plein (ETP), est fixé à 397 682 emplois dans la LFI 2015 (+1,5 % par rapport à 2014).

La loi de règlement 2014 présente le bilan de consommation des ETPT ministériels sur l'année 2014. La consommation d'emplois constatée au cours de l'année 2014 s'établit à 1 877 359 ETPT y compris les budgets annexes. Elle est inférieure de 29 065 ETPT au maximum autorisé par la loi de finances initiale et en diminution de 6 354 ETPT par rapport à la consommation constatée en 2013.

La diminution des effectifs par rapport à 2013 s'explique :

- par les conséquences des diminutions d'emplois à hauteur de - 3 364 ETPT. Il s'agit de l'impact des 7 172 **diminutions d'emplois** (ETP) réalisées en 2013 et des 2 584 diminutions d'emplois (ETP) réalisées en 2014 ;
- par l'impact des **transferts d'emplois et des mesures de périmètre** (- 4 889 ETPT) en loi de finances initiale. Les transferts et mesures de périmètre intervenus en LFI concernent principalement les ministères de l'Écologie (- 3 165 ETPT) et de l'enseignement supérieur et de la recherche (- 1 876 ETPT) ;
- par des **corrections techniques** à hauteur de 1 898 ETPT.

### 1 1.4 Fonction publique de l'État : périmètres de décompte des effectifs dans les ministères et emplois en loi de finances

#### Définitions et méthodes

**Plafond d'autorisation d'emplois** : dans le cadre de la LOLF, il se substitue à partir de la LFI 2006 aux emplois budgétaires. Il encadre l'emploi de tous les personnels rémunérés par l'État, quel que soit leur statut. Il est exprimé en ETPT par ministère. Le passage du plafond d'autorisations d'emplois d'une année donnée à celui de l'année suivante s'explique par l'impact des créations et suppressions d'emplois ou « schéma d'emplois » (y compris extensions en année pleine des mesures décidées au titre de la LFI précédente), par des mesures de périmètres ou « mesures d'ordre » (transfert d'emplois vers d'autres budgets : opérateurs de l'État ou collectivités territoriales dans le cas de la décentralisation des missions de l'État) et par d'éventuels ajustements techniques (correction sans incidence sur le niveau d'emplois rémunérés sur les crédits votés).

**Emploi en équivalent temps plein travaillé (ETPT)** : c'est l'unité de décompte dans laquelle sont exprimés à la fois les plafonds d'autorisation d'emplois par ministère et les consommations de ces plafonds dans le cadre de la LOLF. Un agent à temps plein présent toute l'année consomme 1 ETPT. Ce décompte tient compte à la fois de la quotité de temps de travail des agents (modalité de temps partiel le cas échéant) et de la période d'activité sur l'année. Il correspond à une évaluation de la force de travail disponible au cours de l'année. À noter que ce concept renvoie également à la notion d'équivalents temps plein annualisé (EQTP, voir la Vue 1.1), utilisée dans les comparaisons avec le secteur

privé et les autres versants de la fonction publique, en cohérence avec les normes internationales.

**Emploi budgétaire** : pour mémoire, unité de décompte retenue pour l'autorisation d'emplois dans la loi de finances initiale jusqu'en 2005 (en mode Ordonnance de 1959). L'emploi budgétaire est un emploi permanent à temps complet. Un emploi autorisé peut ne pas être pourvu. À l'inverse, un emploi budgétaire peut servir de support à la rémunération de deux personnes employées à mi-temps. L'emploi budgétaire est donc comparable à l'équivalent temps plein (ETP) qui prend en compte la quotité de temps de travail de l'agent, mais pas sa durée de temps travaillée sur l'année.

**Opérateur de l'État** : notion née avec la mise en place de la LOLF qui permet de qualifier une entité dotée de la personnalité morale, quel que soit son statut juridique (Épa, ÉPIC, GIP, association, etc.), et dès lors qu'elle témoigne d'une proximité particulière vis-à-vis du budget et des missions de l'État. Cette proximité est évaluée sur la base d'un faisceau d'indices : exercice d'une mission de service public, part du financement de l'État dans les ressources de l'établissement, contrôle direct par l'État, poids de l'organisme dans les crédits ou la réalisation des objectifs de performance du programme, exploitation de biens patrimoniaux (liste non exhaustive).

La liste des opérateurs de l'État figure dans un rapport annexé chaque année au projet de loi de finances (« Jaune budgétaire »).

## Fonction publique de l'État : périmètres de décompte des effectifs dans les ministères et emplois en loi de finances 1.4

1

Tableau 1.4-3 : Répartition indicative par mission des plafonds ministériels d'autorisations d'emplois en 2015

Ministères	Missions	ETPT LFI
<b>Affaires étrangères</b>		<b>14 201</b>
	Action extérieure de l'État	12 138
	Aide publique au développement	2 063
<b>Affaires sociales, santé et droits des femmes</b>		<b>10 305</b>
	Solidarité, insertion et égalité des chances	10 305
<b>Agriculture, agroalimentaire et forêt</b>		<b>31 035</b>
	Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales	13 329
	Enseignement scolaire	14 987
	Recherche et enseignement supérieur	2 719
<b>Culture et Communication</b>		<b>10 958</b>
	Culture	10 958
<b>Défense</b>		<b>265 846</b>
	Défense	265 846
<b>Écologie, développement durable et énergie</b>		<b>31 642</b>
	Écologie, développement et mobilité durables	31 642
<b>Économie, industrie et numérique</b>		<b>6 502</b>
	Économie	5 254
	Recherche et enseignement supérieur	1 248
<b>Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche</b>		<b>983 831</b>
	Enseignement scolaire	974 559
	Recherche et enseignement supérieur	9 272
<b>Finances et comptes publics</b>		<b>139 504</b>
	Économie	7 302
	Gestion des finances publiques et des ressources humaines	132 202
<b>Intérieur</b>		<b>278 591</b>
	Administration générale et territoriale de l'État	33 775
	Sécurités	244 816
<b>Justice</b>		<b>78 941</b>
	Justice	78 941
<b>Logement, égalité des territoires et ruralité</b>		<b>12 807</b>
	Égalité des territoires et logement	12 807
<b>Outre-mer</b>		<b>5 309</b>
	Outre-mer	5 309
<b>Services du Premier ministre</b>		<b>10 268</b>
	Anciens combattants, mémoire et liens avec la nation	24
	Conseil et contrôle de l'État	5 780
	Direction de l'action du gouvernement	3 845
	Politique des territoires	619
<b>Travail, emploi et dialogue social</b>		<b>9 750</b>
	Travail et emploi	9 750
<b>Total budget général</b>		<b>1 889 490</b>
	Contrôle et exploitation aériens	10 827
	Publications officielles et information administrative	782
<b>Total budgets annexes</b>		<b>11 609</b>
<b>Total</b>		<b>1 901 099</b>

Source : loi de finances initiale (LFI) 2014.

Note : l'appellation des ministères renvoie à la nomenclature d'exécution de la loi de finances initiale de l'année.

# 1 1.4 Fonction publique de l'État : périmètres de décompte des effectifs dans les ministères et emplois en loi de finances

Tableau 1.4-4 : Évolution des plafonds ministériels d'autorisations d'emplois entre 2014 et 2015

Ministères	Plafond des autorisations d'emplois en LFI 2014 + LFR (en ETPT)	Solde des créations et suppressions d'emplois (en ETPT) <sup>(1)</sup>	Correction technique du plafond (en ETPT)	Impact des mesures de transferts (entre ministères ou avec des opérateurs) et de périmètre (hors décentralisation) (en ETPT)	Impact de la décentralisation (en ETPT)	Plafond des autorisations d'emplois en LFI 2015 (en ETPT)
	(a)	(b)	(c)	(d)	(e)	(a)+(b)+(c)+(d)+(e)
Affaires étrangères et développement international	14 505	-206	-100	2	0	14 201
Affaires sociales, santé et droits des femmes	10 558	-248	0	-5	0	10 305
Agriculture, agroalimentaire et forêt	31 000	21	0	14	0	31 035
Culture et communication	10 932	-50	0	76	0	10 958
Défense	275 567	-7 671	-176	-1 874 <sup>(2)</sup>	0	265 846
Écologie, développement durable et énergie	34 486	-533	-271	-2 040 <sup>(3)</sup>	0	31 642
Économie, industrie et numérique	6 606	-104	0	0	0	6 502
Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche	974 274	9 010	0	547	0	983 831
Finances et comptes publics	141 913	-2 455	-20	66	0	139 504
Intérieur	278 023	778	37	-247	0	278 591
Justice	77 951	794	0	196	0	78 941
Logement, égalité des territoires et ruralité	13 477	-499	0	-171	0	12 807
Outre-mer	5 307	2	0	0	0	5 309
Services du Premier ministre	10 171	144	-22	-25	0	10 268
Travail, emploi et dialogue social	9 900	-147	0	-3	0	9 750
<b>Total budget général</b>	<b>1 894 670</b>	<b>-1 164</b>	<b>-552</b>	<b>-3 464</b>	<b>0</b>	<b>1 889 490</b>
Contrôle et exploitation aériens	10 925	-98	0	0	0	10 827
Publications officielles et information administrative	829	-1	-48	2	0	782
<b>Total budgets annexes</b>	<b>11 754</b>	<b>-99</b>	<b>-48</b>	<b>2</b>	<b>0</b>	<b>11 609</b>
<b>Total</b>	<b>1 906 424</b>	<b>-1 263</b>	<b>-600</b>	<b>-3 462</b>	<b>0</b>	<b>1 901 099</b>

Source : lois de finances initiales (LFI) 2014 et 2015, Direction du budget.

Note : l'appellation des ministères renvoie à la nomenclature d'exécution de la loi de finances initiale de l'année.

(1) Y compris les extensions en année pleine des mesures décidées au titre de la LFI+LFR 2014 qui représentent 2 095 ETPT (Budgets annexes inclus).

(2) Dont -1 546 ETPT au titre du transfert de l'effet des élèves de l'École Polytechnique vers l'Épa École Polytechnique.

(3) Dont -2 124 ETPT correspondant au transfert d'une partie des ouvriers des parcs et ateliers du ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie (MEDDE) ayant exercé leur droit d'option en vue d'une intégration au sein de la fonction publique territoriale, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015, dans le cadre du transfert des parcs de l'équipement prévu par la loi n° 2009-1291 du 26 octobre 2009 relative au transfert aux départements des parcs de l'équipement et à l'évolution de la situation des ouvriers des parcs et ateliers.

Tableau 1.4-5 : Évolution des plafonds ministériels d'autorisations d'emplois

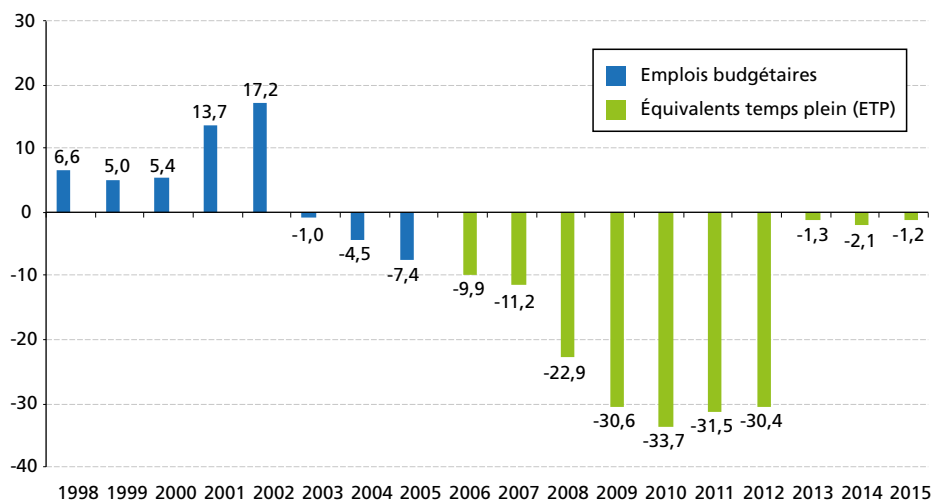
Total ministères (budget général) (arrondis en milliers d'ETPT)	2013	2014	2015	Évolution 2015 / 2006
<b>Plafond d'emplois de l'année précédente</b>	<b>1924 <sup>(1)</sup></b>	<b>1 903</b>	<b>1 895</b>	-
Prise en compte de l'impact sur l'année du schéma d'emplois de l'année précédente	-9	2	2	-
Prise en compte du schéma d'emplois de l'année	-3	-3	-3	-
Impact des mesures de transferts et de périmètre (hors décentralisation)	-10	-5	-3	-168
Impact de la décentralisation	0	0	0	-124
Ajustement technique du plafond	2	-3	-1	-
<b>Plafond d'emplois de l'année</b>	<b>1 903</b>	<b>1 895</b>	<b>1 889</b>	<b>-449</b>

Source : Direction du budget.

Champ : budget général de l'État, hors budgets annexes.

Figure 1.4-6 : Évolution de l'autorisation d'emplois dans le budget général de l'État entre 1998 et 2015

[en milliers]



Source : Direction du Budget. Projet de loi de finances.

Champ : budget général de l'État (hors budgets annexes), hors appelés, hors mesures d'ordre et hors décentralisation.

Note de lecture : les chiffres présentés ici (en ETP et en milliers) correspondent au solde des créations/suppressions de postes, à périmètre constant.

À partir de 2006, les emplois budgétaires ne peuvent plus être suivis en tant que tels ; ils peuvent néanmoins être comparés aux ETP.

## 1.4 Fonction publique de l'État : périmètres de décompte des effectifs dans les ministères et emplois en loi de finances

Tableau 1.4-7 : Consommation des emplois par ministère en 2014

Ministères	Consommation d'ETPT en 2013	Plafond d'autorisation d'emplois LFI 2014 + LFR en ETPT (a)	Transferts en cours de gestion 2014 (b)	Consommation des emplois 2014 en ETPT (c)	Écart constaté entre consommation 2014 et plafond LFI 2014 corrigé des transferts en cours de gestion (en ETPT) (c) - [(a)+(b)]
Affaires étrangères et développement international	14 306	14 505		14 108	-397
Affaires sociales et santé	10 726	10 558	61	10 570	-49
Agriculture, agroalimentaire et forêt	31 085	31 000	85	31 412	327
Culture et communication	10 758	10 932	-29	10 833	-70
Défense	277 943	275 567	7	270 849	-4 725
Écologie, développement durable et énergie <sup>(1)</sup>	51 536	34 486	13 452	46 732	-1 206
Économie et finances	146 794	147 252	1	143 809	-3 444
Éducation nationale	944 396	964 897	34	951 986	-12 945
Égalité des territoires et logement <sup>(1)</sup>		13 808	-13 763	31	-14
Enseignement supérieur et recherche	8 526	9 377	-9	8 423	-945
Intérieur	274 671	278 023	125	274 788	-3 360
Justice	75 833	77 951	41	76 509	-1 483
Outre-mer	5 086	5 307		5 296	-11
Redressement productif	1 202	1 267		1 193	-74
Services du Premier ministre	9 272	9 840	-18	9 529	-293
Travail, emploi, formation professionnelle et dialogue social	9 986	9 900	13	9 846	-67
<b>Total budget général</b>	<b>1 872 120</b>	<b>1 894 670</b>	<b>0</b>	<b>1 865 914</b>	<b>-28 756</b>
Contrôle et exploitation aériens	10 858	10 925	0	10 701	-224
Publications officielles et information administrative	735	829	0	744	-85
<b>Total budgets annexes</b>	<b>11 593</b>	<b>11 754</b>	<b>0</b>	<b>11 445</b>	<b>-309</b>
<b>Total</b>	<b>1 883 713</b>	<b>1 906 424</b>	<b>0</b>	<b>1 877 359</b>	<b>-29 065</b>

Source : loi de règlement pour 2014, Direction du budget.

Note : l'appellation des ministères renvoie à la nomenclature d'exécution de la loi de finances initiale de l'année.

Note de lecture : la consommation des emplois en 2014 est à comparer au plafond autorisé en LFI 2014 corrigé des transferts d'emplois intervenus en cours de gestion et en loi de finances rectificative (LFR).

(1) Le programme 337 rattaché au ministère de l'Égalité des territoires et du logement fait l'objet d'un transfert en gestion vers le programme 217 rattaché au ministère de l'Écologie, du développement durable et de l'énergie.



Tableau 1.5-1 : Effectifs physiques de la fonction publique territoriale au 31 décembre en France

	2012	2013				
	Effectifs au 31/12/2012	Effectifs au 31/12/2013	Part des femmes	Part des titulaires	Part des non-titulaires	Part des autres catégories et statuts
<b>Emplois principaux</b>						
Régions, départements et communes <sup>(1)</sup>	1 401 457	1 404 787	61,8	78,7	17,2	4,0
Épa locaux	460 962	473 958	58,3	73,2	25,5	1,3
<b>Total Fonction publique territoriale</b>	<b>1 862 419</b>	<b>1 878 745</b>	<b>60,9</b>	<b>77,3</b>	<b>19,3</b>	<b>3,3</b>
<i>Assistants maternels et familiaux</i>	46 125	46 451	94,7	0,0	0,0	100,0
<i>FPT, hors assistants maternels et familiaux</i>	1 816 294	1 832 294	60,0	79,3	19,8	0,9
<b>Emplois secondaires</b>						
Régions, départements et communes <sup>(1)</sup>	34 595	33 848	65,8	36,4	58,9	4,7
Épa locaux	14 276	14 812	60,1	34,9	64,9	0,2
<b>Total</b>	<b>48 871</b>	<b>48 660</b>	<b>64,1</b>	<b>35,9</b>	<b>60,7</b>	<b>3,4</b>

Source : SIASP, Insee. Traitement DGAFP, département des études et des statistiques.

Champ : emplois principaux, tous statuts, situés en métropole et DOM (hors Mayotte), hors COM et étranger. Hors bénéficiaires de contrats aidés.

(1) Les évolutions entre 2012 et 2013 concernant les effectifs des communes et des établissements communaux et intercommunaux doivent être interprétées avec précaution compte tenu de probables modifications dans le mode de déclaration des collectivités (regroupements notamment), en relation avec la mise en place de structures intercommunales.

Tableau 1.5-2 : Effectifs en équivalents temps plein (ETP) de la fonction publique territoriale au 31 décembre en France

	2012	2013				
	ETP au 31/12/2012	ETP au 31/12/2013	Part des femmes	Part de fonctionnaires	Part des contractuels	Part des autres catégories et statuts
<b>Emplois principaux</b>						
Régions, départements et communes <sup>(1)</sup>	1 272 466	1 277 422	60,1	81,8	14,3	3,8
Épa locaux	412 832	424 806	55,7	76,6	22,2	1,2
<b>Total Fonction publique territoriale</b>	<b>1 685 298</b>	<b>1 702 228</b>	<b>59,0</b>	<b>80,5</b>	<b>16,3</b>	<b>3,2</b>
<i>Assistants maternels et familiaux</i>	40 619	41 059	95,0	0,0	0,0	100,0
<i>FPT, hors assistants maternels et familiaux</i>	1 644 679	1 661 169	58,1	82,5	16,7	0,8

Source : SIASP, Insee. Traitement DGAFP, département des études et des statistiques.

Champ : emplois principaux, tous statuts, situés en métropole et DOM (hors Mayotte), hors COM et étranger. Hors bénéficiaires de contrats aidés.

(1) Les évolutions entre 2012 et 2013 concernant les effectifs des communes et des établissements communaux et intercommunaux doivent être interprétées avec précaution compte tenu de probables modifications dans le mode de déclaration des collectivités (regroupements notamment), en relation avec la mise en place de structures intercommunales.

## 1.5 Fonction publique territoriale

**Tableau 1.5-3 : Effectifs territoriaux de la FPT par statut des agents et type de collectivité au 31 décembre en France**

		Effectifs au 31/12/2012	Effectifs au 31/12/2013	Évolution 2013/2012 (en %)	Répartition par statut selon la collectivité fin 2013 (en %)
<b>Communes <sup>(1)</sup></b>	Fonctionnaires	799 870	807 144	0,9	78
	Contractuels	205 261	202 002	-1,6	20
	Autres catégories et statuts	20 101	19 117	-4,9	2
	<b>Total</b>	<b>1 025 232</b>	<b>1 028 263</b>	<b>0,3</b>	<b>100</b>
<b>Départements</b>	Fonctionnaires	225 697	227 980	1,0	77
	Contractuels	32 495	30 148	-7,2	10
	Autres catégories et statuts	36 351	37 208	2,4	13
	<b>Total</b>	<b>294 543</b>	<b>295 336</b>	<b>0,3</b>	<b>100</b>
<b>Régions</b>	Fonctionnaires	70 348	70 945	0,8	87
	Contractuels	10 945	9 744	-11,0	12
	Autres catégories et statuts	389	499	28,3	1
	<b>Total</b>	<b>81 682</b>	<b>81 188</b>	<b>-0,6</b>	<b>100</b>
<b>Total collectivités territoriales</b>	Fonctionnaires	1 095 915	1 106 069	0,9	79
	Contractuels	248 701	241 894	-2,7	17
	Autres catégories et statuts	56 841	56 824	0,0	4
	<b>Total</b>	<b>1 401 457</b>	<b>1 404 787</b>	<b>0,2</b>	<b>100</b>
<b>Établissements communaux</b>	Fonctionnaires	84 105	86 387	2,7	65
	Contractuels	43 673	43 199	-1,1	33
	Autres catégories et statuts	2 836	2 753	-2,9	2
	<b>Total</b>	<b>130 614</b>	<b>132 339</b>	<b>1,3</b>	<b>100</b>
<b>Établissements intercommunaux</b>	Fonctionnaires	189 853	199 081	4,9	75
	Contractuels	65 211	64 689	-0,8	24
	Autres catégories et statuts	2 993	3 071	2,6	1
	<b>Total</b>	<b>258 057</b>	<b>266 841</b>	<b>3,4</b>	<b>100</b>
<b>Établissement départementaux</b>	Fonctionnaires	57 262	57 791	0,9	87
	Contractuels	8 211	8 607	4,8	13
	Autres catégories et statuts	116	123	6,0	0
	<b>Total</b>	<b>65 589</b>	<b>66 521</b>	<b>1,4</b>	<b>100</b>
<b>Autres Épa locaux</b>	Fonctionnaires	2 800	3 781	35,0	46
	Contractuels	3 857	4 437	15,0	54
	Autres catégories et statuts	45	39	-13,3	0
	<b>Total</b>	<b>6 702</b>	<b>8 257</b>	<b>23,2</b>	<b>100</b>
<b>Total Épa locaux</b>	Fonctionnaires	334 020	347 040	3,9	73
	Contractuels	120 952	120 932	0,0	26
	Autres catégories et statuts	5 990	5 986	-0,1	1
	<b>Total</b>	<b>460 962</b>	<b>473 958</b>	<b>2,8</b>	<b>100</b>
<b>Total FPT</b>	<b>Fonctionnaires</b>	<b>1 429 935</b>	<b>1 453 109</b>	<b>1,6</b>	<b>77</b>
	<b>Contractuels</b>	<b>369 653</b>	<b>362 826</b>	<b>-1,8</b>	<b>19</b>
	<b>Autres catégories et statuts</b>	<b>62 831</b>	<b>62 810</b>	<b>0,0</b>	<b>3</b>
	<b>Total</b>	<b>1 862 419</b>	<b>1 878 745</b>	<b>0,9</b>	<b>100</b>
<b>Total secteur communal</b>	<b>Fonctionnaires</b>	<b>1 076 628</b>	<b>1 096 393</b>	<b>1,8</b>	<b>76</b>
	<b>Contractuels</b>	<b>318 002</b>	<b>314 327</b>	<b>-1,2</b>	<b>22</b>
	<b>Autres catégories et statuts</b>	<b>25 975</b>	<b>24 980</b>	<b>-3,8</b>	<b>2</b>
	<b>Total</b>	<b>1 420 605</b>	<b>1 435 700</b>	<b>1,1</b>	<b>100</b>

Source : SIASP, Insee. Traitement DGAFP, département des études et des statistiques.

Champ : emplois principaux, tous statuts, situés en métropole et DOM (hors Mayotte), hors COM et étranger. Hors bénéficiaires de contrats aidés.

(1) Les évolutions entre 2012 et 2013 concernant les effectifs des communes et des établissements communaux et intercommunaux doivent être interprétées avec précaution compte tenu de probables modifications dans le mode de déclaration des collectivités (regroupements notamment), en relation avec la mise en place de structures intercommunales.

Tableau 1.5-4 : Effectifs territoriaux en équivalents temps plein (ETP) de la FPT par statut des agents et type de collectivité au 31 décembre en France

		ETP au 31/12/2012	ETP au 31/12/2013	Évolution 2013/2012 (en %)	Répartition par statut selon la collectivité fin 2013 (en %)
Communes <sup>(1)</sup>	Fonctionnaires	751 379	758 464	0,9	82
	Contractuels	150 731	147 707	-2,0	16
	Autres catégories et statuts	15 769	15 336	-2,7	2
	<b>Total</b>	<b>917 879</b>	<b>921 507</b>	<b>0,4</b>	<b>100</b>
Départements	Fonctionnaires	215 887	218 362	1,1	79
	Contractuels	28 877	26 785	-7,2	10
	Autres catégories et statuts	32 196	33 000	2,5	12
	<b>Total</b>	<b>276 960</b>	<b>278 147</b>	<b>0,4</b>	<b>100</b>
Régions	Fonctionnaires	67 917	68 565	1,0	88
	Contractuels	9 444	8 814	-6,7	11
	Autres catégories et statuts	265	390	47,2	1
	<b>Total</b>	<b>77 627</b>	<b>77 769</b>	<b>0,2</b>	<b>100</b>
Total collectivités territoriales	Fonctionnaires	1 035 183	1 045 390	1,0	82
	Contractuels	189 053	183 306	-3,0	14
	Autres catégories et statuts	48 230	48 725	1,0	4
	<b>Total</b>	<b>1 272 466</b>	<b>1 277 422</b>	<b>0,4</b>	<b>100</b>
Établissements communaux	Fonctionnaires	76 926	78 895	2,6	69
	Contractuels	32 687	32 386	-0,9	29
	Autres catégories et statuts	2 374	2 335	-1,6	2
	<b>Total</b>	<b>111 987</b>	<b>113 616</b>	<b>1,5</b>	<b>100</b>
Établissements intercommunaux	Fonctionnaires	177 682	186 259	4,8	78
	Contractuels	51 944	51 495	-0,9	21
	Autres catégories et statuts	2 388	2 508	5,0	1
	<b>Total</b>	<b>232 014</b>	<b>240 262</b>	<b>3,6</b>	<b>100</b>
Établissement départementaux	Fonctionnaires	56 401	56 859	0,8	89
	Contractuels	6 377	6 639	4,1	10
	Autres catégories et statuts	101	105	4,0	0
	<b>Total</b>	<b>62 878</b>	<b>63 602</b>	<b>1,2</b>	<b>100</b>
Autres Épa locaux	Fonctionnaires	2 617	3 589	37,1	49
	Contractuels	3 296	3 703	12,3	51
	Autres catégories et statuts	40	34	-15,0	0
	<b>Total</b>	<b>5 953</b>	<b>7 325</b>	<b>23,0</b>	<b>100</b>
Total Épa locaux	Fonctionnaires	313 626	325 601	3,8	77
	Contractuels	94 305	94 222	-0,1	22
	Autres catégories et statuts	4 902	4 982	1,6	1
	<b>Total</b>	<b>412 832</b>	<b>424 806</b>	<b>2,9</b>	<b>100</b>
Total FPT	Fonctionnaires	1 348 809	1 370 992	1,6	81
	Contractuels	283 357	277 528	-2,1	16
	Autres catégories et statuts	53 132	53 708	1,1	3
	<b>Total</b>	<b>1 685 298</b>	<b>1 702 228</b>	<b>1,0</b>	<b>100</b>
Total secteur communal	Fonctionnaires	1 008 604	1 027 206	1,8	80
	Contractuels	238 659	235 290	-1,4	18
	Autres catégories et statuts	20 570	20 214	-1,7	2
	<b>Total</b>	<b>1 267 834</b>	<b>1 282 710</b>	<b>1,2</b>	<b>100</b>

Source : SIASP, Insee. Traitement DGAFP, département des études et des statistiques.

Champ : emplois principaux, tous statuts, situés en métropole et DOM (hors Mayotte), hors COM et étranger. Hors bénéficiaires de contrats aidés.

(1) Les évolutions entre 2012 et 2013 concernant les effectifs des communes et des établissements communaux et intercommunaux doivent être interprétées avec précaution compte tenu de probables modifications dans le mode de déclaration des collectivités (regroupements notamment), en relation avec la mise en place de structures intercommunales.

## 1 I.5 Fonction publique territoriale

Tableau I.5-5 : Effectifs territoriaux de la FPT par par catégorie d'employeur au 31 décembre en France

	Effectifs au 31/12/2012	Effectifs au 31/12/2013	Évolution 2013/2012 (en %)
<b>Organismes communaux <sup>(1)</sup></b>	<b>1 155 846</b>	<b>1 160 602</b>	<b>0,4</b>
Communes de moins de 1 000 habitants	183 594	183 434	
Communes 1 000 habitants à 1 999 hab	59 735	59 921	
Communes 1 000 à 3 499 hab	62 824	63 152	
Communes 1 000 à 4 999 hab	52 572	52 676	
Communes 5 000 à 9 999 hab	116 437	117 215	
Communes 10 000 à 19 999 hab	129 364	130 022	
Communes 20 000 à 49 999 hab	202 834	202 913	
Communes 50 000 à 79 999 hab	82 441	82 791	
Communes 80 000 à 99 999 hab	30 457	30 392	
Communes 100 000 hab et plus	104 974	105 747	
<b>Total des communes</b>	<b>1 025 232</b>	<b>1 028 263</b>	<b>0,3</b>
<b>Établissements communaux ( CCAS, CDE ...)</b>	<b>130 614</b>	<b>132 339</b>	<b>1,3</b>
<b>Organismes intercommunaux <sup>(1)</sup></b>	<b>258 057</b>	<b>266 841</b>	<b>3,4</b>
Communautés urbaines	38 915	39 297	
Communautés de communes	73 728	76 157	
Communauté d'agglomération	72 293	78 949	
Syndicats d'agglomération nouvelle (SAN)	2 294	1 816	
Métropole	3 792	4 042	
<b>Total EPCI à fiscalité propre</b>	<b>191 022</b>	<b>200 261</b>	<b>4,8</b>
<b>Autres structures intercommunales (SIVOM, SIVU, syndicats mixtes)</b>	<b>67 035</b>	<b>66 580</b>	<b>-0,7</b>
<b>Organismes départementaux</b>	<b>360 132</b>	<b>361 857</b>	<b>0,5</b>
Départements	294 543	295 336	0,3
Établissements départementaux (SDIS, CNFPT, CDG)	52 447	52 786	0,6
Autres établissements départementaux	13 142	13 735	4,5
<b>Région</b>	<b>81 682</b>	<b>81 188</b>	<b>-0,6</b>
<b>Autres Épa locaux (PHLM, CCM, régies,...)</b>	<b>6 702</b>	<b>8 257</b>	<b>23,2</b>
<b>Total FPT</b>	<b>1 862 419</b>	<b>1 878 745</b>	<b>0,9</b>

Source : SIASP, Insee. Traitement DGAFP, département des études et des statistiques.

Champ : emplois principaux, tous statuts, situés en métropole et DOM (hors Mayotte), hors COM et étranger. Hors bénéficiaires de contrats aidés.

(1) Les évolutions entre 2012 et 2013 concernant les effectifs des communes et des établissements communaux et intercommunaux doivent être interprétées avec précaution compte tenu de probables modifications dans le mode de déclaration des collectivités (regroupements notamment), en relation avec la mise en place de structures intercommunales.

**Tableau 1.6-1 : Effectifs physiques de la fonction publique hospitalière au 31 décembre 2013 en France**

	2012	2013				
	Effectifs au 31/12/2012	Effectifs au 31/12/2013	Part des femmes	Part de titulaires	Part de non-titulaires	Part des autres catégories et statuts
Médecins <sup>(1)</sup>	110 008	113 509	51,0			100,0
Personnel non médical	916 469	927 425	80,2	82,2	17,5	0,3
<b>Total hôpitaux</b>	<b>1 026 477</b>	<b>1 040 934</b>	<b>77,0</b>	<b>73,2</b>	<b>15,6</b>	<b>11,2</b>
Établissements d'hébergement pour personnes âgées (EHPA)	77 206	78 307	87,1	69,2	29,5	1,3
Autres établissements médico-sociaux	33 306	33 466	66,8	59,2	38,6	2,2
<b>Total fonction publique hospitalière</b>	<b>1 136 989</b>	<b>1 152 707</b>	<b>77,4</b>	<b>72,5</b>	<b>17,2</b>	<b>10,2</b>

Source : SIASP, Insee. Traitement DGAFP, département des études et des statistiques.

Champ : emplois principaux, tous statuts, situés en métropole et DOM (hors Mayotte), hors COM et étranger. Hors bénéficiaires de contrats aidés.

(1) Y compris internes et résidents. Hors praticiens hospitalo-universitaires, décomptés avec la FPE.

**Tableau 1.6-2 : Effectifs de la fonction publique hospitalière en équivalent temps plein (ETP) au 31 décembre 2013 en France**

	2012	2013				
	ETP au 31/12/2012	ETP au 31/12	Part des femmes	Part des titulaires	Part des non-titulaires	Part des autres catégories et statuts
Médecins <sup>(1)</sup>	94 030	97 478	52,0			100,0
Personnel non médical	858 633	870 602	79,6	82,7	17,0	0,3
<b>Total hôpitaux</b>	<b>952 663</b>	<b>968 080</b>	<b>76,8</b>	<b>74,4</b>	<b>15,3</b>	<b>10,3</b>
Établissements d'hébergement pour personnes âgées (EHPA)	70 839	72 057	87,0	71,3	28,0	0,7
Autres établissements médico-sociaux	28 773	29 035	68,5	65,2	32,8	2,0
<b>Total fonction publique hospitalière</b>	<b>1 052 275</b>	<b>1 069 173</b>	<b>77,2</b>	<b>73,9</b>	<b>16,6</b>	<b>9,4</b>

Source : SIASP, Insee. Traitement DGAFP, département des études et des statistiques.

Champ : emplois principaux, tous statuts, situés en métropole et DOM (hors Mayotte), hors COM et étranger. Hors bénéficiaires de contrats aidés.

(1) Y compris internes et résidents. Hors praticiens hospitalo-universitaires, décomptés avec la FPE.